

RESOLUTION du CC de la LMR:
la lutte pour les places de travail
GROUPE D'ACTION SYNDICALE:
une lettre de démission
TARIFS HOSPITALIERS:
referendum genevois

N° double 197/8 - 9 décembre 1978
DIXIEME ANNEE

Fr. 2.-

La brèche

organe bimensuel
de la ligue marxiste révolutionnaire
section suisse de la IV^{ème} Internationale

Ruhr:



page 16

Iran:



page 15

Chine:



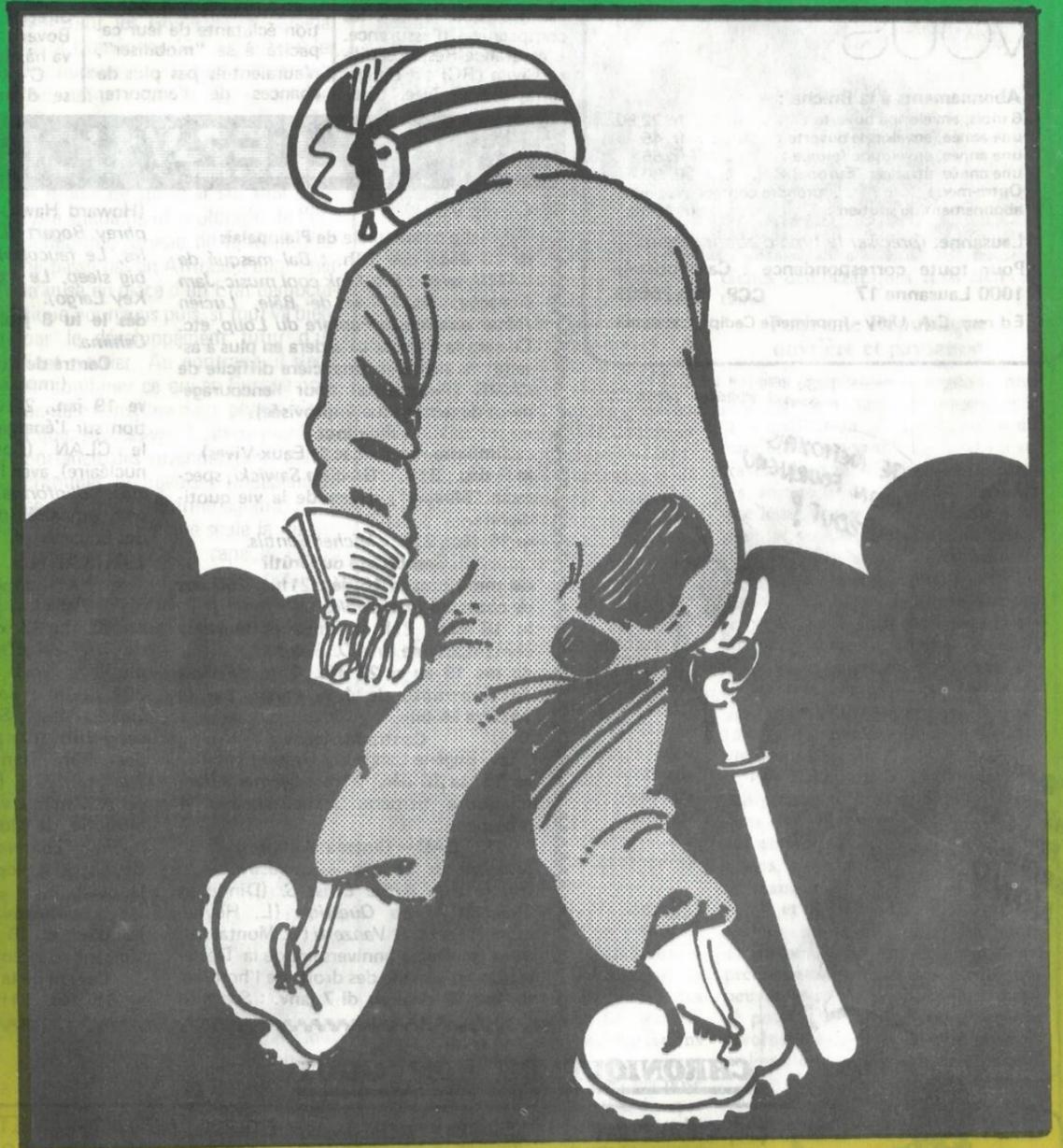
page 11

Crise:



pages 8-9

PFS: n'en parlons plus, svp!



56 o/o des électrices et électeurs ont fait capoter le projet de police de répression de Furgler. C'est un succès éclatant dans la lutte pour la défense des droits démocratiques. Furgler, le Conseil fédéral, le patronat ont été mis K.O.; aux Chambres, la majorité bourgeoise et quelques socialistes avaient pourtant voté des deux mains cette loi qui prétendait protéger la "sécurité du citoyen et l'ordre". Embouchant les trompettes d'une campagne de chantage au terrorisme, de criminalisation des mouvements d'opposition, Furgler, la presse bourgeoise, les officines patronales et celles de Cincera, avaient tout mis en oeuvre pour créer le climat le plus défavorable possible pour le referendum.

Il y a un an, il était difficile de récolter des signatures contre la PFS, d'affirmer que cette police

était d'abord dirigée contre le droit de manifestation ! Aujourd'hui, et dans le dernier mois avant la votation, cette police est apparue à une très large partie de l'opinion publique comme une atteinte aux droits d'expression, comme une menace qui pouvait peser sur chacun et chacune. C'est là, très certainement, un des aspects les plus positifs de cette campagne : elle a permis de dévoiler largement que la mise sur pied de la PFS comme la multiplication des atteintes aux libertés démocratiques signifient que la bourgeoisie suisse ne peut pas envisager l'avenir sans un accroissement de ses pouvoirs coercitifs.

La campagne du Comité suisse contre une police fédérale de répression, dite de sécurité, a fortement

(suite page 3)

sommaire

Editorial PFS	3
Arguments : l'Etat en question	4
SOCIAL/GENEVE	
Referendum tarifs hospitaliers	4 et 6
Débrayage des métaux	5
Reprise de la lutte des typos	5
Grottes : depuis 1913	7 et 14
FEMMES	
Initiative pour un CISC à Bienne	6
ARMEE : bilan de l'ER 78	7
IMMIGRES : Entretien avec	
Delia Castelnuovo-Frigessi	10
DEBAT : Démissions au GAS	12-13
DROGUE et politique	14
TUNISIE : procès des syndicalistes	12
CHINE : la démaoïsation	11
IRAN : appel des trotskystes	15
RFA : la RUHR en grève	16
LIVRES : Main basse sur l'Afrique de J. Ziegler	15
DOSSIER : résolution du CC de la LMR	8-9

abonnez-vous

Abonnements à la Brèche :

6 mois, enveloppe ouverte :	fr. 22,50
une année, enveloppe ouverte :	fr. 45.-
une année, enveloppe fermée :	fr. 55.-
une année, étranger (Europe) :	fr. 80.-
Outre-mer :	prendre contact avec nous
abonnement de soutien :	fr. 100.-

Lausanne. (préciser le type d'abonnement).

Pour toute correspondance : Case postale 1000 Lausanne 17 CCP 10-25669

Ed resp. C.A. Udry - Imprimerie Cedips, Lausanne.

A propos de la couverture:

Voilà le dessin promis. Cela dit et l'ayant fait, il me fait problème : ce dessin tend à dire que "c'est fini, la répression y'en aura plus" (grossièrement dit).

En ce sens, il me semble véhiculer l'illusion (naïve) que le développement de l'Etat fort va cesser. C'est pourquoi je me permets respectueusement (et exceptionnellement) de vous suggérer de ne pas passer ce dessin, de le remplacer par l'autre ou par une de ces élégantes photos dont vous avez le secret. merci de votre attention. masochistement vôtre. le dessineux



Manifestation des motards !

2 000 motards qui manifestent, costume de cuir, casque brandi en l'air, cela ne passe pas inaperçu... C'était à Lausanne le samedi 25 novembre. Leur cible : les compagnies d'assurance. L'assurance Responsabilité Civile (RC) est obligatoire, mais privée. L'absence de système de sécurité sociale unique et généralisé (c'est-à-dire nationalisé) se fait sentir crûment : les primes les plus élevées du monde et, pour 1979, une augmentation moyenne d'un tiers. Quand on sait que les petites et moyennes cylindrées - celles que les travailleurs emploient majoritairement pour se rendre au travail... - sont également touchées par ces augmentations de primes, on comprend qu'il ne s'agit pas là seulement d'un "hobby" dont on renchérirait l'utilisation. Les motards soulèvent eux-mêmes ce "lièvre" dans le tract distribué à leur manif : "le bénéfice légal de 3/0 réalisé par la Compagnie d'assurances se monte par exemple à 21.- fr. pour une Porsche 924 de 2 000 cc et à 73.- fr. pour une moto dès 251 cc."

Les motards se sont battus surtout à coups de statistiques contre les assurances, montrant que la Suisse dépassait tous les records en matière de primes RC motos. Trois jours plus tard, les assurances répondaient en montrant qu'on causait plus d'accidents à moto qu'en voiture... sans se risquer à des comparaisons internationales sur ce terrain. Les motards, qui ont fait la démonstration éclatante de leur capacité à se "mobiliser", n'auraient-ils pas plus de chances de l'emporter

contre les assurances - l'une des faces du capital financier helvétique - s'ils faisaient le lien entre les injustices qu'ils subissent et celles que les assurances privées imposent à l'ensemble des salariés ? A commencer par la gigantesque escroquerie des caisses de pension (2ème pilier), les occasions ne manqueraient pas...

Comme les motards le disent dans leur tract : "Nous ne voulons pas d'une Suisse où les Compagnies privées d'assurances font la loi et se comportent en cartels ou un Etat dans l'Etat". C'est pourtant bien le cas. Alors, comment se battre contre un ennemi pareil, si l'on ne cherche pas, également, à mettre en route le mouvement ouvrier ? Qu'en dit le GACAPAM (Groupement d'action contre l'augmentation des primes d'assurances moto) ?

FG



Brown Boveri à Osasco, Brésil, est contre la liberté syndicale

"Jose Pedro da Silva, leader da Oposicao Sindical de Osasco, foi suspenso de seu emprego, pela direcao da fabrica Brown Boveri, onde ele trabalhava há mais de cinco anos." C'est la première phrase d'un message urgent

reçu du secrétariat national brésilien de "Justice et Paix" demandant que soient connus dans notre pays les agissements de la succursale de Brown Boveri d'Osasco dans la banlieue de Sao Paulo cette immense ville comptant plus de 10 millions d'habitants.

José Pedro da Silva est le principal meneur et résistant syndical qui travaillait depuis plus de 5 ans dans la multinationale suisse qui n'accepte aucune résistance ouvrière et qui entend pouvoir exploiter la main-d'oeuvre brésilienne selon son bon vouloir et en plein accord avec le gouvernement militaire de ce pays.

Père de 5 enfants et dont l'épouse est malade, il ne reste à José Pedro da Silva que deux solutions. Ou accepter un transfert pour un travail provisoire dans une autre usine de Brown Boveri dans l'Etat de Pernambuco dans le Nord-Est brésilien, ou rester sans travail avec la perspective de la suppression du pain sur la table familiale.

Selon le message reçu, cette décision de transfert ou de renvoi définitif doit servir d'exemple. Il s'agit de casser les reins à toute résistance ouvrière en supprimant simplement les têtes d'une telle résistance. Il faut que les travailleurs sachent qu'ils n'ont qu'à obéir, qu'à accepter d'être exploités. Il faut qu'ils soient définitivement marqués du sceau

de la soumission inconditionnelle.

Et ce gérant de Brown Boveri porte un nom bien suisse : Franz Vögeli. On peut l'appeler à sa résidence au 211-0643 à Sao Paulo ou à l'usine au 478-6200 ou encore au 227-1011.

Derrière José Pedro da Silva c'est l'espoir de milliers de travailleurs qui se joue et c'est en cela que nous devons nous sentir directement concernés.

Et quand nous affirmons qu'exporter nos moyens de production, c'est d'abord vouloir exploiter des plus faibles que nous, quelles réponses recevons-nous ?

Dans le Tiers Monde et en plein accord avec nos multinationales, la nourriture des pauvres - comme le rappelle Rudolf H. Strahm - est donnée au bétail des riches. Et pour combien de temps encore ?

Jos. Rey (FCOM, "Syndicalisme", 23. 11. 78)

Rectificatif

Dans l'article intitulé "Antinucléaires lausannois" (brèche no 196, 25 nov. 78, page 2), le début du texte a été coupé. Il commençait ainsi : "A propos... d'une lettre signée CASAK...", etc., ce qui donne ainsi un sens à la phrase.

ALLEZ-Y VOIR VOUS-MEMES!

GENEVE

Salle communale de Plainpalais di 10 déc., dès 18h. : Bal masqué de l'AMR, avec : Eva funk cool music, Jam Guinche, Beau Lac de Bâle, Lucien Rémy quartet, la Fanfare du Loup, etc. Ce sera la Fête et ça aidera en plus à assainir la situation financière difficile de l'AMR (Association pour l'encouragement de la musique improvisée).

Pic-plouc (impasse rue du Lac 1, Eaux-Vives) sa 9 déc., 21h. : Graciela Sawicki, spectacle "Moeurs", scènes de la vie quotidienne. sa 16 déc., 21h. : Michel Gentils.

Grand Café du Grütli du ma 12 au sa 16 déc., 21h. : 150 ans de chansons impossibles. lu 18 déc., 21h. : Danse et musique contemporaine avec D. Golette. du ma 19 au sa 23 déc., 21h. : Permis de construire, de J.-F. Panet, par le Théâtre Mobile.

Centre Marignac (av. Eugène Lance 28, Grand-Lancy) ve 15, sa 16 déc., 21h. : Djamel Allam (chansons berbères actuelles) avec 4 musiciens.

CAC - Cinéma Voltaire jusqu'au lu 11 déc. : L'exécution du traître à la patrie Ernst S. (Dindo et Meienberg), La Question (L. Heynemann), Sacco et Vanzetti (G. Montaldo), pour le 30ème anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. du ma 12 déc. au di 7 janv. : Scarface

(Howard Hawks) et 6 films avec Humphrey Bogart (Les anges aux figures sales, Le faucon Maltais, Casablanca, The big sleep, Le trésor de la Sierra Madre, Key Largo). dès le lu 8 jan. : rétrospective Nagisa Oshima.

Centre de Loisirs des Eaux-Vives (impasse rue du Lac 1) ve 19 jan., 20h.30 : soirée d'information sur l'énergie nucléaire, animée par le CLAN (Comité lausannois anti-nucléaire), avec la projection d'un audiovisuel d'information sur l'énergie nucléaire, organisée par le Centre de Loisirs des Eaux-Vives.

LAUSANNE

Cinémathèque Aula du collège de Béthusy ma 12, me 13, ve 15 déc. : Trois soirées de CINEMA EN MARGE (8 séances de plusieurs films). ma 12, séances à 18h., 20h. (dont : La vie t'en as qu'une, de Guedj, Pétard, Ségal), 22h. me 13, séances à 18h. (dont Esmeralda, de Hernandez), 20h. (dont Petite fugue en si, de Sugeeta), 22h. (dont Le grand gouana, de A. Serreau, ve 15, 19h. : Double labyrinthe, de Klomaris/Thomadaki et Le bonheur comme on m'avait dit, de Le Beyon; 21h. (dont Litophonie, de J.-P. Dupuis).

Théâtre du Vide-Poche jusqu'au sa 16 déc. : Didier (Jacques Vincent au violoncelle).

Caveau de la Grand rue, LUTRY ve 15 déc., 21h. : Gaston Schaefer et

Michel Buzzi. ve 22 déc., 21h. : Bazoche (folk).

Aula de l'EPFL, (av. de Cour 33) ve 15 déc., 12h.15 : Harold et Maude (Hal Ashby, 1972), fr. 3.-.

ve 12 jan., 12h.15 : Le bal des vampires (Roman Polanski, 1967), fr. 3.-.

ve 19 jan., 12h.15 : Criá Cuervos (Carlos Saura, 1976), fr. 3.-.

Collection de l'art brut (Château de Beaulieu, Bergières 11-13) jusqu'au 21 jan. : Les bâtisseurs de l'imaginaire (14 à 18h., je 20 à 22h.).

Musée des Arts Décoratifs (av. Villamont 4)

du sa 9 déc. au 18 fév. : Affiches américaines 1945-1975, 250 affiches illustrant les préoccupations sociales, politiques et artistiques des 30 dernières années (10-12h., 14-18h., ma 20-22h.).

YVERDON

Théâtre municipal ma 12 déc., 20h.30 : José Barrense-Dias.

CHEXBRES

cinéma de Chexbres ve 15, sa 16 déc., 20h.30 : Hellzapopin, de H. C. Potter.

TOURNEE du TPR (Théâtre Populaire Romand) :

Ruzzante, Histoires à Venise, 20h.30 : La Neuveville, sa 16 déc. - Fontenais, sa 23 déc.

Le Roi Lear, Berne, Bierhübeli, di 10, lu 11, ma 12 déc., 20h.

Fred Ujour

CHRONIQUE DU BON GOUT

ÇA, C'ÉTAIT UNE IDÉE, CETTE AFFICHE... CACHÉ DERRIÈRE SES LUNETTES, LE GRAND LÂCHE...

LES MOUSTACHES ÉPAISSES ET TOMBANTES, PAS SUISSE, ÇA! PLUTÔT MÉRIDIONAL...

ET PUIS, ME FAIRE TORDRE LA BOUCHE POUR ME DONNER LE FACIÈS D'UNE AUTRE RACE... PAS SUISSE.

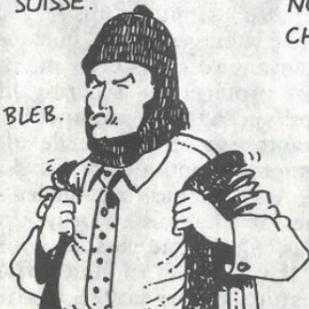
ET CE OUI AVEC UNE CROIX FÉDÉRALE DANS LE O : UNE MERVEILLE! UN OUI POSITIF, SINCÈRE ET CONFÉDÉRAL... LE NON, VOILA QUELQUE CHOSE DE PAS SUISSE!

BON, C'EST PAS TOUT, ÇA. IL FAUT QUE J'AILLE POSER POUR UNE PUBLICITÉ AUTOMOBILE...

... DEUX MORTS PAR JOUR SUR LES ROUTES... ... SUISSES.

TRISTE MÉTIER...

Contre le terrorisme!
POLICE INTERCANTONALE DE SÉCURITÉ
+UI



PFS: la preuve par l'unité

suite de la première page

contribué à modifier les données du jeu politique qui, seulement il y a un an, permettait à Furgler de se pavaner et de multiplier les déclarations tonitrueuses. Du début à la fin de cette campagne, la LMR a joué un rôle décisif. L'unité qui s'est réalisée à l'intérieur du comité suisse entre organisations politiques du mouvement ouvrier (LMR, PdT, POCH, PSA, Fédération suisse des typographes) et différents mouvements d'opposition (nucléaires, jurassiens, femmes, comités de soldats, Manifeste Démocratique) a permis d'abord de récolter plus de 72 000 signatures et d'assurer le fait même que la loi introduisant la PFS soit soumise au vote, alors que ni les fédéralistes, ni le Parti socialiste suisse n'étaient à même de faire aboutir leur référendum. La campagne permanente et unitaire qui s'est développée, depuis ce printemps, a élargi sans cesse le nombre des opposants à la PFS; les sections et fédérations syndicales hésitantes se sont rangées du côté des opposants, la manifestation de Berne en avril, regroupant 8 000 personnes, par son ampleur était révélatrice du potentiel de mobilisation qui existait et, depuis septembre, des comités larges dans toutes les villes ont multiplié les débats, les distributions de tracts, les journées d'action. Le succès des 2/3 décembre ne se mesure ainsi pas uniquement au résultat de la votation, mais il réside aussi dans l'étendue et la profondeur de la discussion qui a traversé les rangs du mouvement ouvrier.

Quant au fond du débat, il a relégué au second plan la question de la "lutte contre le terrorisme", pour faire apparaître avec clarté que c'est des droits d'expression et de manifestation du mouvement ouvrier et des mouvements d'opposition qu'il s'agissait. Dans sa plateforme et dans sa propagande, le comité suisse refuse de faire toute différence entre les 1 000 policiers pour "assurer l'ordre" et les 200 contre le "terrorisme". Le Parti socialiste qui a refusé de constituer un seul comité contre la PFS avec les autres courants du mouvement ouvrier pour ne pas compromettre sa politique de collaboration gouvernementale avec les partis bourgeois, est allé même jusqu'à proposer par la bouche de son président, H. Hubacher, à la tribune du Conseil National la mise en place, en cas d'échec de la PFS, d'une troupe spéciale de 300 hommes. Le PdT se situe au plan des arguments dans la même logique. Derrière une telle position se cache la confiance que ces partis accordent sur le fond aux institutions de la démocratie bourgeoise refusant d'admettre que tout renforcement de la police se retourne tôt ou tard contre les travailleurs et leurs organisations¹⁾.

Ces divergences n'ont pas empêché que le front unique contre la PFS se réalise dans le mot d'ordre du NON. Ce type d'unité a permis simultanément de gagner une bataille extrêmement importante contre Furgler, de multiplier les forces des opposants à la PFS, tout en suscitant dans les rangs des salariés un débat sur la manière de défendre les droits démocratiques.

La victoire du NON doit finalement bien peu au poids des arguments fédéralistes. La presse bourgeoise cherche, en insistant de manière unilatérale sur les arguments fédéralistes, une explication rassurante à sa défaite. Veut-on nous faire croire sérieusement que dans des cantons comme Berne ou Argovie, c'est d'abord le "réflexe fédéraliste" qui a joué? Alors qu'au Tessin qui a accepté la PFS, on serait moins fédéraliste...! Non **Cette police a été ressentie largement comme une police dirigée contre le droit de manifestation**: les votes négatifs de Bâle, Argovie, Soleure où existe un mouvement d'opposition aux centrales nucléaires le montrent. D'ailleurs le dit "réflexe fédéraliste" n'a joué qu'en partie, dans le canton de Vaud, au Valais, à Fribourg, au Jura, dans une plus petite mesure encore à Genève. Il est l'expression du fait que l'opinion publique de ces cantons ne voulait pas d'une police pouvant intervenir contre des manifestants sur le territoire du canton. Le retournement de veste des partis bourgeois de ces cantons ne signifie par contre nullement que ceux-ci ne sont pas disposés à maintenir leur ordre par les matraques.

Non, la seule chose qu'ils demandent, comme l'a affirmé le Conseiller d'Etat, chef de la police du canton de Vaud, M. Leuba, c'est de pouvoir eux-mêmes tenir le manche de la matraque! L'utilisation massive de l'argumentation fédéraliste dans la presse de certains cantons a visé, en profitant de l'alignement du PS sur ces arguments, à faire à mauvaise fortune bon coeur, c'est-à-dire tenter de légitimer aux yeux des travailleurs l'intervention des polices "bien de chez nous" pour maintenir l'"ordre".

Après l'échec du projet de PMI (Police mobile intercantonale) dans les années 70, le rejet de la PFS doit marquer l'enterrement définitif de tout projet de police d'intervention. Nous refusons en effet tout projet "nouvelle mouture", tout renforcement de la police, même sous prétexte de combattre le terrorisme. Furgler déclare au lendemain du vote qu'il n'a pas de projet de remplacement dans ses tiroirs. Il faut croire qu'il ne s'attendait pas du tout à sa défaite! Tant mieux. Nous ne lui faisons pas confiance, ni non plus au Conseil fédéral ou à la majorité bourgeoise des Chambres. Avec la TVA, les salariés ont un avant-goût de la façon dont la bourgeoisie respecte les "décisions" populaires! Dans la lutte qui continue contre toute intervention policière contre des manifestations de rue, pour museler les mouvements d'opposition et le mouvement ouvrier — rappelons les attaques policières contre les manifestations de Gösigen et Moutier, une sorte de PFS existe en partie déjà! —



Interfoto
PdT, LMR, M 77, PS au meeting contre la PFS à Genève

le Parti Socialiste ne doit pas offrir la plus petite des béquilles à Furgler, en lui proposant "ses bons offices" pour une troupe spéciale anti-terroriste. Mais que peut-on attendre de la direction d'un parti qui, grâce à sa participation au gouvernement, fait déjà en sorte que l'échec cinglant de la PFS ne se traduise pas par une crise gouvernementale comme ce serait le cas probablement en France ou en Italie?

Le front unique dans la défense des droits démocratiques a créé un rapport de forces qui a surpris tout le monde, comme à l'époque, lors des votations contre les deux versions des lois répressives Haerberlin (1911 et 1934). Alors que la démoralisation, un sentiment d'impuissance règnent dans les entreprises et les syndicats, la méthode du front unique — aiguillonné par le débat politique — est la seule à même de créer des surprises de façon analogue. Il ne serait pas vain d'espérer qu'un comité d'action suisse pour l'introduction immédiate des 40 heures, regroupant effectivement les militants et les direction du PSS, de l'USS, du PdT, du POCH, du PSA, de la LMR, etc., puisse provoquer un retournement de situation semblable à celui réalisé contre la PFS.

Le comité de rédaction

1) Ni le PS ni le PdT ne peuvent distinguer entre la nécessaire défense des droits démocratiques d'une part et le danger qu'il y a à défendre les institutions d'Etat d'autre part. Le PS avant tout parce qu'il est lui-même englué dans l'appareil d'Etat (ministres, chefs de la police, juges, etc.). Le PdT parce qu'il axe toute sa stratégie sur la conquête gradualiste de ces institutions de l'intérieur.

Dans la presse bourgeoise, les fédéralistes triomphent. Pourtant, quelques plumes discordantes rappellent que sans "l'extrême-gauche", rien ne se serait passé...

La Suisse (4. 12. 78) :

"(...) Quel chemin parcouru depuis un an ! Seules quelques voix éparses s'étaient élevées, au Conseil national, contre le projet défendu par le conseiller fédéral Furgler. Des voix suspectes, en général, au sens du consensus helvétique : communistes, jurassiennes, socialo-anarchistes. On sentait déjà que la Suisse romande résisterait mieux que la Suisse allemande aux sirènes de la sécurité fédérale; on ne prévoyait pas que la méfiance pourrait devenir majoritaire.

Une fois de plus, et avec un éclat inhabituel, un vote populaire montre que le Parlement fédéral est loin de représenter le peuple. S'il fallait apporter une nouvelle preuve de la nécessité des institutions de démocratie directe, le vote d'hier y devrait suffire pour longtemps. (...)

Les fédéralistes, légitimement, triomphent : la "FUPO" ne verra pas le jour. Les cantons restent maîtres de leur sécurité intérieure et de leur ordre public. Il faut pourtant qu'ils aient le triomphe modeste : sans les gauchistes, marxistes et autres écologistes, le vote d'hier n'aurait pas eu lieu. Tout simplement parce que la Ligue vaudoise et ses sympathisants n'auraient pas réussi à recueillir un nombre suffisant de signatures. Rappelons que la demande "fédéraliste" de referendum portait moins de 10 000 signatures. On peut en dire autant du parti socialiste, dont quelques témoins cantonaux étaient d'ailleurs très favorables à la PFS.

Autant le dire crûment : les prétendus "gauchistes", si souvent décriés et incompris en Helvétie, ont donné aux cantons et aux partis en place une leçon de ténacité et d'optimisme.

C'est une raison suffisante pour les regarder un peu moins de travers." (Laurent Rebeaud)

"Le ralliement au 'non' d'une dizaine d'autres cantons alémaniques moins exposés témoigne d'une chose. Ce refus de la police de sécurité n'est pas l'expression d'un caprice passager. Il est venu des profondeurs." (Georges Plomb)

La Tribune de Genève (4. 12. 78) :

"En premier lieu, ce sont les minorités de toutes sortes qui se sont senties menacées. Non pas par la lutte contre le terrorisme, mais par le "maintien de l'ordre", une tâche également assignée à la PFS. A preuve : le rejet presque massif de tous les cantons romands.

Ce sont d'ailleurs des minorités qui ont lancé le referendum. Tout d'abord, les groupes d'extrême-gauche, qui enregistrent ainsi leur premier succès d'importance aux urnes, alliés à des "trublions" comme les antinucléaires et le Rassemblement jurassien. Ils ont recueilli le plus de signatures contre la PFS. Mais au décompte de voix, l'appui des deux autres référendaires (Parti socialiste et fédéralistes romands) s'est sans doute avéré décisif. Le non retentissant des Vaudois, voire des Valaisans, est significatif à cet égard." (Dominique von Burg)

Pour la presse Suisse allemande, par contre, c'est une victoire des fédéralistes, un point c'est tout...

La défaite sur la formation professionnelle

Résultat exactement inverse : 56 o/o de oui à la loi sur la formation professionnelle instituant quelques petites nouveautés, du genre de la formation accélérée, qui feront sentir leurs grandes conséquences dans quelques années.

Les locaux de vote des villes et des quartiers salariés ont pourtant assez régulièrement donné une majorité de non (Lausanne, Genève, notamment). Cela indique que les travailleurs ont compris le danger. Mais l'USS, qui a lancé le referendum, s'est contentée d'une campagne qui brillait par sa modestie, aux côtés de la turbulente campagne des comités contre la PFS emmenés par la LMR, le PdT, les syndicats chrétiens en Suisse romande, les typos, divers mouvements tels que les antinucléaires. On voit là que l'USS, d'accord en cela avec le PSS, a complètement négligé l'importance de mettre sur pied des comités intersyndicaux et interpartis contre la loi. L'USS, et avec elle les salariés en Suisse, paie d'une défaite l'absence d'une campagne mobilisatrice, qui aurait fort bien pu être portée par des militants de toutes tendances, y compris des non-organisés. Sans doute parce que l'USS préfère le risque d'une défaite à celui de perdre le contrôle sur les arguments que ces comités de base auraient avancés en cours de campagne. Quant à nous, nous ferons en sorte à l'avenir qu'à offensive des patrons il y ait riposte unie et active du camp ouvrier. Tant il est vrai qu'on ne peut se battre contre eux, même à l'occasion d'un referendum, avec les seules armes des affiches et des annonces payantes dans les journaux...

CR

LAUSANNE — MEETING
mercredi 13 décembre, 20 h. 30
salle des Vignerons (Gare CFF)

organisé par le Comité vaudois
contre la police fédérale de répression,
dite de sécurité

PFS : comment la victoire
a été possible...
débat libre

Referendum contre la hausse des tarifs hospitaliers à Genève :

Remous dans le PS

Le 18 novembre, dès que fut publiée la nouvelle loi sur le "subventionnement des caisses-maladie" adoptée par le Grand Conseil (avec l'abstention prudente du Parti Socialiste Genevois et l'opposition du Parti du Travail), la section genevoise de la LMR s'est adressée à toutes les organisations ouvrières de Genève pour lancer le referendum. En 10 jours, plus de 3 000 signatures ont déjà été recueillies (sur 7 000). Et surtout, l'affaire fait des remous dans la gauche...

1. POURQUOI CE REFERENDUM ?

Les raisons de ce referendum ont été amplement développées dans le tract du "Comité contre la hausse des tarifs hospitaliers" dont nous reproduisons des extraits en page 6.

2. MONSIEUR DONZÉ S'ENERVE...

Interrogé par la presse, M. Willy DONZÉ (chef du Département de la Santé publique, socialiste) se défend : l'Office fédéral des assurances sociales recommandant d'introduire ces "frais de pension", "je ne peux aller tout seul contre

ce courant" (La Suisse, 1. 12. 78). Merci, Monsieur Donzé ! Vous ne pouviez mieux expliquer aux travailleurs, surtout ceux qui avaient voté pour vous au Conseil d'Etat, l'impasse de la cogestion gouvernementale des partis ouvriers !

Pourquoi ces hausses ?

Car il a bel et bien fallu faire une concession importante au prix des acquis sociaux des salariés : "Willy Donzé a accepté de faire un geste du côté de la majorité gouvernementale sachant qu'à l'avenir il aurait les mains plus libres pour défendre sa politique de médecine sociale" (La Suisse, idem). Nous reviendrons sur cette "politique de médecine sociale" et les attaques que mènent, plus violemment encore, les députés-médecins de la droite. Mais pourquoi M. Donzé a-t-il fait cette concession ?

Il l'explique lui-même : "Nos efforts de compression budgétaire se traduisent depuis trois ans par des économies sur l'alimentation, l'équipement médical, etc. Nous avons atteint un plancher... C'est parce que les salaires du personnel hospitalier ont augmenté que le prix de la journée d'hôpital a fait de même" (Tribune de Genève, 1. 12. 78). En un mot : on ne peut gérer les affaires de l'Etat bourgeois sans se comporter comme un patron !

Cet argument des salaires est en effet fallacieux ! Certes, la grève des hospitaliers de 1973 leur a fait gagner une augmentation des salaires et une diminution du temps de travail. Mais ce n'était qu'un minimum ! Et depuis, l'administration hos-

pitalière s'est bien chargée de récupérer, en rationalisant la gestion, en utilisant au maximum les auxiliaires moins payés, en accentuant les cadences. En été, une centaine des postes budgétés n'étaient même pas pourvus !

Ajoutons que la part des salaires dans les frais hospitaliers officiellement publiée est elle aussi contestable. Les salaires forment bien le 80 o/o du budget de fonctionnement de l'hôpital, mais se réduisent à environ 55 o/o si on intègre l'ensemble des dépenses hospitalières, qui passent dans le budget universitaire (recherche) ou des travaux publics ! M. Donzé se refuse d'ailleurs jusqu'ici à publier l'ensemble de ces données !

Alors pourquoi ces hausses ? M. Donzé le dit lui-même, les dépenses pour "frais de pension" (alimentation, nettoyage, etc...) ont-elles aussi été limitées. Un indice : les rations de protéines aux malades ont été réduites de 220 gr. par jour à 160 !

La cause essentielle est donc ailleurs, dans la croissance des coûts d'appareils, dans la rentabilisation de la santé. Les malades restent moins longtemps à l'hôpital, les examens sont toujours plus coûteux, les investissements en appareils sophistiqués toujours plus importants. Certes, des moyens techniques de qualité doivent être garantis, mais ni l'administration hospitalière ni le Conseil d'Etat ne maîtrisent ces facteurs (et peuvent encore moins planifier l'amélioration technique) parce que ces investissements dépendent des trusts médico-pharmaceutiques. En bref, l'hôpital est malade de l'anarchie de cette société... et M. Donzé en devient malade à son tour !

La logique de la "cogestion"

Evidemment que M. Donzé ne peut "s'opposer seul à ce courant" ! Même 7 magistrats de gauche ne le pourraient pas... Et c'est bien là le problème. Même pour défendre des acquis sociaux la cogestion gouvernementale débouche sur une impasse et c'est au "socialiste" Donzé d'imposer des mesures d'austérité ! La droite bourgeoise en comprend bien l'avantage : elle le laisse justifier par sa "politique so-

cialiste" cette première attaque pour mieux le contraindre demain !

Il n'y a à cette impasse qu'une seule alternative, que le referendum a indiquée : l'unité des travailleurs et de leurs acquis indépendamment de la bourgeoisie, de ses pressions et des illusions d'une "meilleure gestion" par des magistrats de gauche !

3. "GAUCHE UNIE" DIVISEE

Deux referendums sont lancés à Genève : l'un par le PdT contre la mensongère "mensualisation" de l'impôt, l'autre sur les tarifs hospitaliers. "Domaine Public", hebdomadaire socialisant, reproche au PdT d'avoir lancé le premier et non le second.

L'argument est de mauvaise foi. D'abord parce que "Domaine Public", comme le PSG, considère la mensualisation comme une "mesure acceptable". Il feint d'ignorer que cette "mensualisation" de l'impôt ne s'étendra que sur 5 mois, après quoi il faudra payer le solde en 30 jours au lieu de 90, avec risque d'amende de 3 o/o en cas de retard ! Ensuite, on ne voit pas pourquoi le PdT (comme la LMR ou d'autres) peut être porté responsable des carences d'une certaine "gauche socialiste" qui n'aurait lancé (suite page 6)

ARGUMENTS

L'Etat et ses lois en question

Le débat stimulé par la campagne de (presque) toute la gauche contre la PFS a donné du relief à la question de l'Etat. Quelle est sa nature de classe ? A beaucoup de militants des partis réformistes et des syndicats, cette question, que nous posons sans relâche, est apparue enfin moins abstraite. Etre pour les 2 ou 300 policiers "antiterroristes" mais contre les 1 000 policiers "anti-émeutes", comme l'étaient le PS, PdT et nombre de dirigeants syndicaux, revenait à prendre position dans ce débat en disant : l'Etat, du point de vue des classes sociales, est "neutre". De même, l'argument "fédéraliste", utilisé abondamment par le PS, et tous ceux qui, dans les syndicats, se réclament de lui, se concrétisait par la formule : "Nous avons confiance dans nos polices cantonales - elles suffisent bien comme cela". Encore une fois, cette confiance revenait à dire : l'Etat est neutre (pas l'Etat policier que veut Furgler, mais l'Etat tel qu'il est...). Or il n'était pas besoin d'être révolutionnaire pour refuser cette confiance - refuser par conséquent l'illusion de la "neutralité" des corps de répression de l'Etat; de nombreux militants de la campagne PFS, de nombreux travailleurs ont exprimé ainsi leur méfiance, certes encore partielle à l'égard de l'Etat (on découvre la nature de classe de l'Etat à travers sa police, il reste à découvrir les autres aspects).

Parallèlement, sans faire forcément le lien, certains comprennent la nature de classe des lois, notamment en matière de faillite (voir les affaires Winckler, Technicair, etc.). Petit à petit, ces liens se tissent dans la conscience des travailleurs avancés, la toile d'araignée devient un filet, un filet que prendront en main la majorité des travailleurs pour le refermer sur les patrons et leurs commis à la tête de l'Etat... Nous n'en sommes pas là, bien sûr, mais il est intéressant de prendre connaissance de la manière dont certains travailleurs - qui ne sont pas membres de notre organisation - "découvrent" ces questions et les expliquent à leurs collègues.

La parole est à Georges Maurer, du Manifeste 77, et à Gérard Forster, secrétaire du syndicat du bois et du bâtiment (éditorial de la section dans L'ouvrier du 20. 11. 78).

F. G.

LA PFS ET LES TRAVAILLEURS

Pour un travailleur, la démocratie, la justice, la loi, l'Etat, le patron sont des institutions héritées du passé et transmises depuis des générations. L'école, contrôlée par l'Etat, m'apprend que les lois sont votées démocratiquement, que la constitution est un vœu du peuple... Qu'en est-il exactement ? Les notables du pays qui seuls avaient le droit de vote il y a un peu plus d'un siècle ont imposé aux travailleurs la constitution, le système judiciaire et scolaire qui au cours des années ont été un peu modifiés.

Les travailleurs n'ont jamais eu la possibilité de se faire entendre par l'autorité cantonale et fédérale, le travailleur lui-même n'ose pas modifier la tradition dans laquelle il a vécu, il pense que le candidat pour un poste responsable dans l'Etat doit être tenu par quelqu'un de "respectable"... un notaire ou un avocat par exemple, l'école lui ayant appris qu'il n'était qu'un minable. Les événements de mai 68 en France furent un détonateur d'une volonté de changement. Le capitalisme a subi une remise en question profonde, la valeur du travail, son horaire, la consommation des biens produits, la pollution, le nucléaire ont été remis en question par un nombre de plus en plus grand de travailleurs. Pour l'Etat, la préoccupation est de savoir comment maintenir le statu quo... et comment, par ses notables, maintenir tranquille le bon peuple.

L'Etat installe gentiment le sentiment que les gens qui remettent en question les bases constitutionnelles de notre Etat de droit sont dangereux pour lui. L'Etat utilise les extrémistes de droite et de gauche pour justifier la nécessité d'une PFS.

Mais que font nos autorités pour que les dominés soient satisfaits ? Rien... au contraire c'est par la répression, l'exploitation, les nécessités économiques que l'Etat se justifie.

Pour le travailleur que je suis, la tribune qui m'est offerte aujourd'hui est un signe que les partis de gauche comprennent que le travailleur de base doit être écouté, les ténors de ces partis ayant toujours utilisé les mêmes concepts que les bourgeois, la parole à celui qui "sait" et qui s'exprime au nom des masses. Dans le Manifeste 77, auquel j'appartiens et dans lequel je milite depuis une année, j'ai appris à ouvrir des yeux critiques sur le système social et sur la nature du syndicalisme actuel dans notre pays.

Je ne suis pas un orateur, mais je reste convaincu que chaque travailleur a droit à la parole et qu'il doit être entendu. Ce n'est pas avec une matraque et des gaz lacrymogènes, ni avec d'autres formes de répression, que l'on peut étouffer une révolte. Les travailleurs tombés en 1932, devant cette salle, nous parlent encore.

Je ne souhaite pas vivre de tels événements, qui ont marqué par le sang l'histoire du mouvement ouvrier et c'est pourquoi je dis non à la PFS.

Georges MAURER

Salle communale de Plainpalais, Genève, 24 novembre 1978

LA RACE DES SEIGNEURS

A pas feutrés, sous le regard plein de la lune, une équipe de la FOBB se prépare à réquisitionner l'une des voitures de l'entrepreneur Jacques Cherbuin à Pully, une Jaguar en l'occurrence. Elle avait le choix entre une Jaguar, une Volvo, une Alfa Romeo ou une Opel Blitz ! Inventaire éloquent pour un entrepreneur qui déclare ne rien posséder...

Un conducteur au volant, le reste de l'équipe poussant silencieusement, le lourd véhicule quitte son domicile et parvient dans un parc situé en contrebas, à l'abri des regards indiscrets. De ce parc, la Jaguar devra être remorquée jusqu'à l'Office des poursuites de Lausanne devant la porte duquel elle sera placée.

Cette action spectaculaire comporte des risques que nous assumons volontiers, dont celui de la rencontre d'une patrouille de police, rencontre qui ne manque pas d'arriver alors que quelques minutes nous séparent encore de la réussite de notre opération. C'est comme lorsque vous écrasez un animal, vous vous demandez toujours comment il a atterri sous vos roues. Dans le cas présent, il n'est pas sous les roues, mais planté devant la voiture - M. l'agent - et réclame des explications !

- Où déménagez-vous cette voiture à une heure pareille ? clame le policier bien entouré de son uniforme, la casquette agressive.

- Ben, on profite de ce que la ville est déserte pour se déplacer avec notre attelage ! On provoque ainsi moins d'embouteillages.

Ces arguments pourtant convaincants ne conviennent pas à chacun et tout se termine au poste !

Nous expliquons finalement le pourquoi de notre expédition nocturne. S'il se dégage une certaine compréhension de la part des représentants de l'ordre (sic) à l'énoncé de nos explications, il n'en reste pas moins que l'on nous répète sans lassitude que nous avons agi dans l'illégalité et que nous sommes, dès cet instant, passibles de sanctions.

Oui, nous savions agir dans l'illégalité en réquisitionnant la voiture de M. Cherbuin pour récupérer les salaires impayés de ses travailleurs, mais nous constatons avec un profond désespoir qu'il est normal, légal, admis par la loi sur les poursuites et la faillite, de laisser des ouvriers sans salaire alors qu'ils ont donné leur travail; qu'il est légal qu'un patron trompe sans scrupules l'Office des poursuites en lui fournissant de faux renseignements sur ses biens saisissables et que c'est à l'ouvrier, moyennant d'énormes frais, à prouver à l'Office des poursuites que des biens saisissables existent (renseignements reçus du préposé de l'Office des poursuites, plein de lui-même et qui nous prend de haut. Il faut dire qu'il était grand.); qu'il est normal qu'un patron incapable d'assumer ses responsabilités financières et morales envers ceux qu'il emploie court encore les rues et les chantiers, protégé par les lois. Il est plus facile de "pincer" quelques syndicalistes fougues qui tentent de démontrer publiquement toutes ces immondes lacunes de notre système, que de "pincer" un patron ouvertement indélicat. Cette catégorie d'individus appartient à la race des intouchables, à la race des seigneurs.

G. Forster

Débrayage mi-réussi chez les métallos genevois

Mobilisation, mais pour quoi ?

Jeudi 30 novembre, la métallurgie genevoise était appelée à une mobilisation d'ensemble par la FTMH : dans l'ensemble des entreprises, des assemblées devaient avoir lieu, consacrées à la discussion et à la signature massive de la pétition nationale de la FTMH.

Comprenant l'aspect positif de cette réaction élémentaire face à l'austérité et à l'attaque patronale, nous avons appelé par un tract jeudi matin à la mobilisation et à la participation massive aux assemblées.

Cependant, il est évident tout d'abord que pétition, discussion, débrayage d'une heure, n'ont de sens que s'ils sont un premier pas vers une mobilisation plus importante. Au contraire, la FTMH n'avancait aucune autre perspective que la signature de la pétition. De plus, le problème de fond résidait dans la pétition elle-même : les différentes mesures qu'elle propose (double marché des changes, garantie à l'exportation, renforcement des mesures "en faveur des industries et des régions menacées", relance de la consommation intérieure) sont au mieux illusoire; en général, ce sont même des aides directes au patronat pour restructurer son appareil de production et licencier.

Le fond politique de cette pétition, c'est bien sûr la vieille ligne de collaboration de classe, de paix du travail : la prospérité des travailleurs, le plein emploi, etc., dépendent de la prospérité de "notre" industrie. A ce vieil air se mêle, en par-

ticulier dans les déclarations de Schmidt à la Tribune de Genève, la nouvelle rengaine de l'opposition entre la "Suisse industrielle" et la "Suisse bancaire" : "Nous n'en voulons pas au patronat mais aux autorités fédérales et aux banques". "Si les patrons empêchent l'action, cela voudra dire soit qu'ils ne veulent pas que la situation s'arrange, soit qu'ils ont les mains liées par les banques". Ces arguments sont exactement les mêmes que ceux qui ont amené certains syndicalistes, le PS, le PdT, le POCH et l'OCLDR à participer à la manifestation de Berne "pour la défense de l'horlogerie". Et pourtant, c'est bien la FTMH-Ge, section horlogerie qui avait critiqué cette manifestation en affirmant : "Pour les syndicats, il est évident que les intérêts patronaux ne sont pas les mêmes que ceux des travailleurs !

Toute critique à l'action de jeudi qui ne part pas de cette position, qui laisse une quelconque ambiguïté sur des intérêts communs, sur la "défense de l'industrie", ne peut que tomber à plat !

Pour nous, cette mobilisation n'aurait été vraiment utile que si une large discussion s'était engagée entre

travailleurs sur les moyens de lutter pour le maintien de l'emploi. A notre avis, la seule perspective réaliste, à terme, est d'aller vers une grève générale de la branche, à l'image de celle des typos. Dans cette perspective, nous avons fait les propositions suivantes :

Nous devons exiger que cette journée d'action aboutisse par la suite à une A.G. de toute la métallo, pour faire le bilan des discussions et de la mobilisation et pour décider d'un "plan d'action" pour la défense de l'emploi. C'est pourquoi nous pensons important de discuter des points suivants :

* **diminution du temps de travail, sans diminution des salaires, pour répartir le travail entre tous. Aujourd'hui la métallo allemande est en grève pour les 35 heures !**

* **11 000 métallos aujourd'hui à Genève. Nous voulons être encore 11 000 au moins en 1982** lors de la prochaine convention. Comment ? Contrôle des commissions ouvrières et d'employés sur l'embauche et les départs, sur les heures supplémentaires et les places de travail disponibles dans les entreprises, sur les reclassements et le recyclage.

* **création d'un fonds pour le maintien de l'emploi, sous contrôle des syndicats et des commissions d'entreprise.** Ce fonds pourrait financer le recyclage, contribuer à la création d'entreprises d'Etat ou de coopératives, etc., sous le contrôle constant

des travailleurs et de leurs organisations. Mais en prenant l'argent pour le créer là où il se trouve, c'est-à-dire par un impôt spécial sur les hauts revenus, les banques, les assurances, etc.

* Il faudrait aussi commencer à poser le problème de la **nationalisation de secteurs entiers, importants et même rentables** (pour ne pas nationaliser que des déficits de l'activité économique (banques...)).

Le bilan de cette journée est mitigé : d'une part 6 000 signatures indiquent une sensibilisation importante, qu'il s'agira de renforcer et de transformer en volonté de lutte. Dans certaines entreprises, l'assemblée a été massive et a eu le caractère d'un réel débrayage contre la direction. Dans d'autres, la mobilisation n'a pas été assez forte pour imposer la tenue d'une longue assemblée, et les signatures se sont faites informellement ou même à la sortie de l'usine. Il faut dire que les patrons (ASM), contrairement à Schmidt, savent bien qui sont leurs adversaires : ils ont interdit les assemblées, et parlent de déposer plainte pour rupture de la convention...

Savary, Genève

1) C'est ainsi que le GAS, qui avait participé à la manifestation de Berne, a limité ses critiques à des questions de détails et de délais.

Les typos genevois défendent leurs salaires et leur emploi

80% pour la lutte

Rappelons-nous : il y a une année et demie, les typos genevois partaient en grève pour trois jours, revendiquant les 40 heures et le 13ème mois. A la même période, la nouvelle convention collective devait être renouvelée au niveau national : les 40 heures furent obtenues. Ce fut une victoire importante, parce que les "40 heures" sont une première arme en mains des travailleurs pour lutter contre les licenciements, contre le chômage que les patrons veulent imposer en restructurant leurs boîtes. Voyons par exemple les dizaines de milliers de sidérurgistes allemands en grève aujourd'hui avec comme mot d'ordre : "Contre le chômage, semaine de 35 heures !".

Mais, pour les typos, rien ne fut obtenu sur le plan des salaires. Or, ceux-ci n'ont plus été augmentés depuis 1972, subissant même des pressions vers la baisse vu l'augmentation du volant de chômage. Le 13ème mois complet est toujours refusé par les patrons. Dès lors, les typos ne peuvent rester les bras croisés en attendant que les patrons décrètent que "les beaux jours sont revenus". Il faut agir. C'est ce que viennent de décider les typos genevois, lors d'une votation à bulletin secret organisée par le syndicat FST dans toutes les entreprises de la place. Et le résultat est clair : à la question "Acceptez-vous la revendication de 200.-fr. d'augmentation pour tous",

94 o/o disent OUI. A la deuxième question "Êtes-vous d'accord que le syndicat déclenche d'éventuelles mesures de lutte (grève, débrayage) si les patrons refusent de négocier nos revendications", 80 o/o disent OUI. C'est lors de l'assemblée extraordinaire, le mardi 5 décembre, que les typos décideront quelle forme ils vont donner à leur lutte.

Les patrons, eux, ne refusent pas totalement de négocier, mais ils veulent le faire officieusement, car, disent-ils, "nous avons des comptes à rendre au niveau national, nous ne sommes pas libres". On verra bien, au cas où les typos genevois partent en lutte, ce que les patrons sont prêts à céder. Car une chose est clai-

re : dans toutes les boîtes, c'est un peu le ras-le-bol devant le blocage effectif des salaires, et c'est la crainte de l'avenir. En effet, le mouvement de restructuration avec son cortège de licenciements, n'est pas encore enclenché à Genève. Mais il faut s'y préparer le plus possible pour pouvoir y résister efficacement. Jusqu'ici, le syndicat a pu se battre sur les cas isolés qui se sont présentés. Mais après ?

On peut alors se poser la question suivante : exiger des patrons la garantie de l'emploi, est-ce réaliste ? A-t-on jamais vu un patron s'engager à ne pas licencier même lorsqu'il "subit" une concurrence effrénée de ses "collègues". Il est de notoriété publique que beaucoup de boîtes travaillent "à perte", cela pour conserver des clients et essayer de passer le cap. Combien de temps peuvent-elles tenir ?

Exiger le maintien de l'emploi ne peut donc se faire qu'au niveau de l'ensemble des arts graphiques, en intégrant les problèmes de reconversion et de recyclage : c'est possible à condition que les syndicats des arts graphiques (typographes, lithographes, relieurs) s'unissent dans une lutte

commune, autour d'un cahier de revendications central. La lutte des typos doit être l'occasion d'avancer dans cette voie, dans la recherche de l'unité de tous les travailleurs des arts graphiques. Exiger par exemple que ce soient les associations patronales ensemble qui financent intégralement le recyclage des travailleurs, cela permettrait de mettre sur pied d'égalité les travailleurs des petites et des grandes boîtes. En outre, exiger que l'horaire de travail continue à diminuer au-delà des 40 heures permettrait de contre-carrer les licenciements par suite de baisse des commandes.

Un objectif à discuter : maintien de l'effectif global dans les arts graphiques jusqu'à la prochaine convention (1980), sous contrôle permanent des commissions d'entreprise et du syndicat.

La lutte des typos exige le soutien de tous les travailleurs. Face aux restructurations, aux licenciements, toute lutte qui permet d'arracher des concessions importantes aux patrons est un exemple pour tous.

2. 12. 78., Estier & Savary

Genève : Débrayages exemplaires à l'Infirmierie du Prieuré

Après plus d'une année de lutte pratiquement sans interruption, avec à la clé un débrayage ce printemps, les travailleurs de l'Infirmierie du Prieuré-Butini, à Genève, ont obtenu gain de cause sur leurs principales revendications : augmentations salariales, 4 semaines de vacances pour tous, un statut du personnel équivalent à celui du secteur public.

La victoire ne peut cependant être totale sans la signature d'un contrat collectif de travail, que la direction refuse de signer avec le syndicat VPOD. Les travailleurs ne sont pas dupes : sans contrat de travail, la direction tentera par la suite de revenir sur les acquis quand la mobilisation s'affaiblira. Les travailleurs sont donc prêts à mener leur lutte jusqu'au bout. Après une ma-

nifestation devant le Bureau Central d'Aide Sociale (BU-CAS), dont dépend la maison des vieux, ils ont déposé une résolution exigeant la signature immédiate du contrat collectif, sans quoi ils débrayeraient à nouveau le lendemain. Devant le refus de la direction de signer, il y a eu deux débrayages jeudi entre 9 et 11 h., puis entre 15 h. et 16 h. 30. Chacun de ces débrayages est reconductible par le personnel en assemblée générale. Par leur lutte les travailleurs de l'infirmierie ne défendent pas seulement leurs conditions de travail, mais également le sort réservé aux personnes âgées, parquées dans des asiles-mouroirs, qui sont de véritables dévaloirs sociaux.

D., 4. 12. 1978

L'équipement reflex Petri à grand succès - avec chèque labo/films, valeur frs 50.-!

Economies frs 121.30

Petri MF 1

Le chèque labo/films

598.-

Avec automatisme-flash et

Le LIP japonais torpillé par une société genevoise !

Depuis plus d'un an, les 150 travailleurs de PETRI, fabrique de caméras amateurs, occupent leur usine mise en faillite, produisent des caméras de poche vendues aux travailleurs japonais solidaires. Ce "LIP japonais" se heurte pourtant à une manœuvre internationale extrêmement habile qui a ses ramifications en Suisse.

Au moment de la faillite, les patrons de PETRI ont vendu la marque "PETRI" à son ancienne agence de vente en Europe. La vente s'est faite à un prix très bas. FINCAMERA SA commercialise actuellement de nouvelles caméras sous le nom "PETRI", bloquant ainsi la vente des caméras produites par les travailleurs autogérés de PETRI-Japon ! Or, cette entreprise, qui a ses bureaux principaux à Amsterdam, est une filiale d'une des principales multinationales italiennes, MONTEDISON, et son siège légal est à Genève (route du Rhône 100); elle est présidée par un avocat genevois, Gustave Barbey (route du Rhône 92)...

Les 150 travailleurs de PETRI-Japon ont besoin de la solidarité internationale pour déjouer l'opération. Déjà ils ont obtenu de gar-

der la marque pour le Japon. Mais il reste les autres marchés, essentiels pour écouler les 2 000 caméras de poche bon marché qu'ils produisent chaque mois sous contrôle ouvrier ! La IVe Internationale, dont la section japonaise soutient activement cette lutte, s'est adressée à ses sections hollandaise et suisse pour informer les employés de FINCAMERA des scandaleuses méthodes de cette entreprise qui veut étouffer la lutte de ceux de PETRI.

Nous demandons : 1) que FINCAMERA rende aux travailleurs la marque "PETRI" acquise dans des conditions douteuses; 2) que le président de la compagnie FINCAMERA, Gustave Barbey, tienne la promesse qu'il a donnée par écrit le 26 juillet 1978, à savoir qu'il accorde au syndicat de PETRI l'autorisation d'exporter ses caméras sur le marché du Sud-Est asiatique.

Les multinationales utilisent avec habileté les artifices légaux sur le droit de la faillite, ils se jouent des frontières. A cela, une seule réponse : la solidarité internationale des travailleurs par-dessus les océans !

le 28. 11. 1978

Ligue Marxiste Révolutionnaire, section suisse de la IVe Internationale

L'initiative biennoise pour un CISC a abouti

Contre la pénurie médico-sociale

Diverses initiatives parlementaires¹⁾ ont été déposées pour la création de "Centres de consultation" dans le but de remédier temporairement aux échecs des votations pour libéraliser l'avortement. Mais sans attendre, à Genève, des femmes mettent sur pied en mai un **DISPENSARE des FEMMES** qui déjà ne réussit plus à répondre aux demandes. A la Chaux-de-Fonds, une motion popiste est acceptée au Conseil général en octobre dernier pour la création d'un **Centre gynécologique**, en dépit de l'opposition de la droite libérale. A Renens et Yverdon, des mouvements pour la création de **Plannings familiaux** continuent leur action depuis une année, et à BIENNE, une initiative communale pour la création d'un **CENTRE D'INFORMATION SEXUELLE ET DE CONSULTATION (CISC)** vient d'être déposée.

Large écho à un besoin énorme

Il fallait recueillir l'approbation du 15ème du corps électoral, or c'est 1 citoyen sur 10 qui a signé l'initiative soit 3 200 Biennois et Biennoises. En outre, 800 mineur(e)s, immigré(e)s et habitant(e)s des communes avoisinantes touchés à Bienne lors de la récolte ont signé la pétition. Le succès rencontré par la campagne jusqu'à maintenant et les conversations engagées avec plusieurs milliers de personnes aux stands ont confirmé l'urgent besoin d'un centre médico-social. Un tel centre devrait en premier considérer la sexualité dans son ensemble, en lien avec le contexte social, ce qui

Quant aux propositions des élus bourgeois, les motions de Mesdames Favre au Conseil de ville et Renggli au Grand Conseil bernois ne font que "se pencher" sur le sort des Plannings familiaux, sans apporter de solution. Elles ont été déposées dans la foulée du succès de la votation pour le délai dans le canton de Berne et à Bienne, et dans une perspective électoraliste... et depuis lors, plus rien. Le parti de ces motionnaires — le PNR³⁾ — n'a en effet aucun intérêt à voir se développer des services médicaux préventifs qui concurrenceraient les cabinets de leurs amis et membres médecins, et encore moins à voir s'organiser les suppose lutter contre la violence pornographique qui côtoie les tabous et la misère des relations se-

xuelles que vivent bien des gens, jeunes, couples et personnes "du troisième âge". Il a donc pour tâche essentielle de promouvoir une **MEDECINE PREVENTIVE** à la portée de tous, où chaque individu, malade ou non, apprenne à devenir acteur... et ne soit plus patient !

Ainsi par exemple, de nombreuses femmes dans la trentaine²⁾ qui s'adressent au Planning familial pour un avortement, car elles refusent un 3ème enfant pour la plupart, ne se verraient plus confrontées au chantage à la stérilisation, comme c'est actuellement le cas à Bienne !

Pour parvenir à un tel but, l'initiative déposée n'est qu'un faible moyen puisqu'elle confie aux autorités communales le soin d'interpréter la demande.

ter la demande.

Le projet confronté aux limites d'une politique de gestion

Le fossé entre les promesses électorales et la pratique d'une municipalité de gauche est grand : aucune infrastructure sociale n'est développée et la municipalité ose se vanter de clôturer le budget communal avec un bilan positif. Leur politique de "gestion saine" les amène à rogner sur les dépenses sociales — fermetures de classes, refus d'inscrire des enfants aux jardins d'enfants — et ainsi leur permet de faire des économies. Ils laissent végéter les services en place, les livrant soit aux intérêts privés soit à l'auto-financement. Ainsi le Planning familial de l'Hôpital de Beaumont (créé en 71 suite à une motion socialiste) n'est ouvert que quelques heures par semaine et tourne essentiellement sur les contributions des patientes. Le soutien du Parti Socialiste allemand au CISC est essentiellement verbal : s'il était réel, l'initiative aurait alors toutes les chances d'être réalisée.

femmes, les jeunes et les travailleurs pour revendiquer un véritable service social et préventif de la santé.

Tant que la création des infrastructures reste dans les mains de gestionnaires du système capitaliste, la rentabilisation de ces services primera toujours sur le rôle social et la réponse aux intérêts de la majorité de la population.

Comment garantir le succès du projet pour un Centre d'Information sexuel et de Consultation

Le rôle du corps médical sera très déterminant dans la campagne, car la revendication d'un réel service social de la santé entre en conflit avec leur pouvoir et leurs profits. Le comité s'affronte maintenant à un travail important pour élargir la sensibilité à son projet et gagner l'appui de franges progressistes du milieu médical. Les travailleurs de la santé sont particulièrement touchés par le problème, car eux aussi pâtissent des économies et des profits faits sur le dos des malades, et ce sont eux qui peuvent aider les "patients" à se prendre en charge sans s'en remettre aveuglément aux médecins.

Maintenant que l'initiative est déposée, le comité doit continuer à informer, et dénoncer la pénurie des services médicaux à Bienne. Ainsi, le débat au sein des syndicats et des organisations politiques de gauche permettra d'assurer une popularisation du projet et d'élargir le soutien. La LMR agit et agira en conséquence. Et, même si le CISC devait être accepté en votation, il ne pourra résoudre que certains problèmes, car tout le système de la santé et la prévention, la lutte contre les causes mêmes des maladies, la généralisation de la sécurité sociale ne pourront être acquis que par une lutte d'ensemble du mouvement ouvrier.

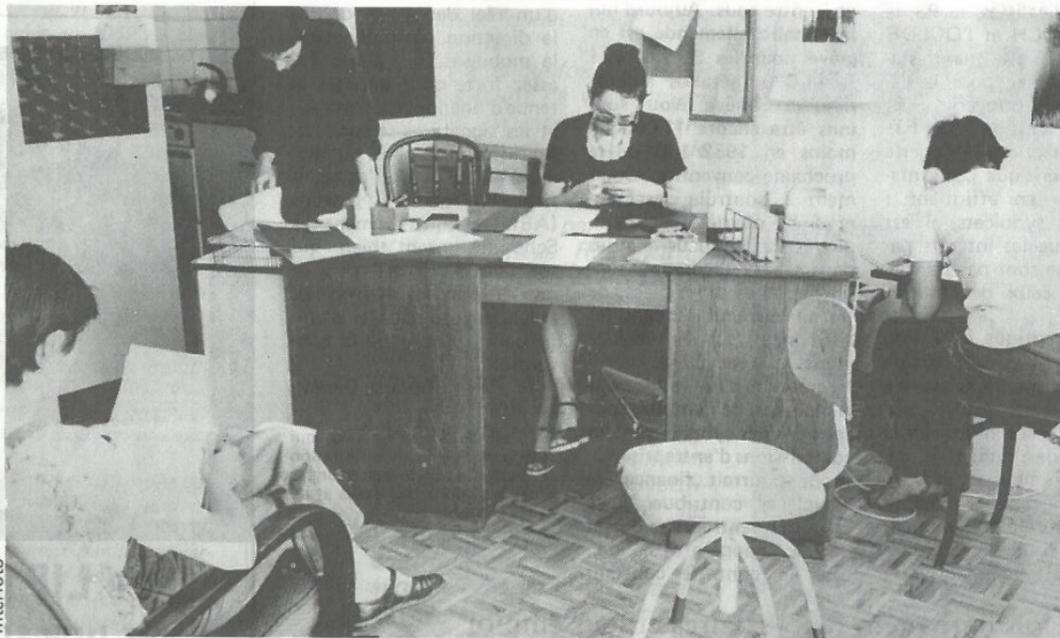
Pour le CISC, contacter :

CISC, c. p. 94, 2 500 Bienne 4.

1) En particulier celles de Heidi LANG (soc. ZH) et Amélia CHRISTINA (soc. GE).

2) témoignages rencontrés lors de la campagne.

3) maintenant devenu Parti Radical Romand.



Le nouveau dispensaire femmes à Genève

Referendum contre la hausse des tarifs hospitaliers à Genève : Non à l'attaque aux acquis sociaux !

(suite de la page 4)

seule aucun referendum ! De là à dire que ceux qui prônent le "changement du PS de l'intérieur" ne se sentent à l'aise que si d'autres entreprennent la politique concrète à leur place...

La "Voix Ouvrière" n'a pas relevé cette contradiction. Elle demande si, au lieu de s'en prendre au projet du radical Ducret, "Domaine Public" "aurait préféré un combat contre le socialiste Donzé". Et P. Karlen rajoute à propos des tensions dans le PSG sur le referendum des tarifs hospitaliers : "Quant à tous ceux qui comme nous estimons qu'une meilleure union des forces de gauche est indispensable, ils ne peuvent que s'inquiéter d'une situation qui la rend problématique" (V.O., 2. 12. 78). Les intérêts de la "gauche unie" passeraient-ils avant la défense des acquis sociaux des travailleurs ?

C'est bien parce que cette logique est inacceptable que nous avons stimulé le referendum. Le résultat est là : le large front réalisé pour le referendum a contraint le PSG lui-même à choisir entre le camp de la défense des acquis sociaux et celui de la diplomatie

gouvernementale. En lançant seul "son" referendum, comme une opération de parti, le PdT au contraire n'a pas réussi à convaincre

Le Grand Conseil genevois, dans sa séance du 10 novembre 1978, a décidé de modifier la "Loi sur le subventionnement des caisses-maladie" dans le sens de créer la base légale pour la perception de "Frais de pension". C'est contre cette modification que nous lançons le referendum. Ancienne loi (art. 8, al. 2) :

"Les frais de séjour dans les établissements hospitaliers publics du canton doivent être supportés par les caisses à concurrence de la taxe journalière forfaitaire prévue pour les assurés des caisses-maladie reconnues." Nouvelle loi (art. 8, al. 2) :

"La participation aux frais de pension ne peut être prise en charge au titre de base des soins médicaux et pharmaceutiques."

18 millions puisés dans vos poches

Jusqu'ici, les frais d'hospitalisation ont été entièrement couverts par l'assurance des soins médico-pharmaceutiques. Selon cette nouvelle loi, cette assurance n'en couvrirait plus qu'une partie (75.- fr. sur 90.- fr. en 1979). L'autre partie, soit ces 15.- fr. de "frais de pension" qui vont s'ajouter aux actuels "frais médico-pharmaceutiques",

une partie au moins du PSG de la justesse de son opposition.

C'est là une différence importante. Pour nous, une

Voici pourquoi il faut refuser la hausse des tarifs hospitaliers:

sera à la charge de l'assuré lui-même, ou éventuellement à celle des caisses-maladie moyennant une cotisation supplémentaire de 3.- fr. par mois (soit environ 6-8 o/o d'augmentation pour une assurance-maladie moyenne).

Mais ce n'est pas tout. Parallèlement, les frais des soins médico-pharmaceutiques augmenteront de 5.- fr. par an. (...)

Le Conseil d'Etat compte ainsi épargner 18 MILLIONS par an... en les puisant dans votre poche.

Une attaque aux acquis sociaux

Cette mesure représente avant tout une attaque aux acquis sociaux. L'Etat diminue les dépenses sociales (réduction de 8 millions du budget des établissements hospitaliers au printemps 1978), ce qui se traduit par une baisse des subventions aux établissements hospitaliers : en 1975, 78 o/o des dépenses des hôpitaux étaient couvertes par l'Etat contre 70 o/o en 1979. Pour réaliser ces réductions, l'Etat :

* diminue les dépenses hospitalières, en particulier la masse salariale des employés. Cet été, une centaine de postes budgétés

politique unitaire doit pouvoir préparer les travailleurs et leurs organisations à défendre ensemble leurs acquis contre toute manœuvre

bourgeoise ou d'un "ministère de gauche". Le PdT, lui, ne s'intéresse pas à ce débat. Car il ne rêve en somme que de siéger un jour aux côtés

d'un M. Donzé, et cet "idéal" exige... de gagner des suffrages aux prochaines élections.

M. T.

n'étaient pas pourvus, ce qui accroît l'intensité du travail.

* augmente les recettes hospitalières, c'est-à-dire les tarifs payés par les malades.

L'Etat s'en prend ainsi aux travailleurs hospitaliers et aux usagers. L'introduction de la taxe pour "frais de pension" à la charge des assurés revient ainsi à une augmentation de l'impôt indirect, qui frappe, comme on le sait, surtout les bas revenus. Elle est d'autant plus grave qu'elle pénalise les malades hospitalisés pour une longue durée, en particulier les personnes âgées.

En refusant cette nouvelle loi, il est possible de s'opposer à l'entrée en vigueur immédiate de ces 15.- fr. de taxe personnelle supplémentaire, et surtout de défendre un principe social qui a été acquis : la couverture obligatoire de tous les frais d'hospitalisation par les caisses.

Des frais sans limite...

En introduisant la notion de "frais de pension", le Conseil d'Etat veut se donner une liberté de manœuvre plus grande. En effet, une croissance des frais médico-pharmaceutiques est difficile à reporter d'un coup

sur les cotisations des caisses-maladie vu les directives de la Confédération. Par contre, il n'existe aucun frein à la hausse des dits "frais de pension". Dans le canton de Vaud par exemple, où ce système existe, les "frais de pension" sont fixés à 80.- fr. et les frais médico-pharmaceutiques à 70.- fr. ! De toute évidence, ces "frais de pension" ne recouvrent pas ce qu'on pourrait croire (nourriture, nettoyage, buanderie) mais visent uniquement à trouver une ressource supplémentaire sur le dos du malade.

N'oublions pas d'autre part que les pouvoirs publics ne subventionnent les caisses-maladie que pour les frais médico-pharmaceutiques mais aucunement pour les frais de pension. Voilà pourquoi l'Etat n'est pas intéressé à une augmentation des frais médico-pharmaceutiques.

Prendre l'argent où il se trouve !

Si l'Etat a tellement besoin d'argent, nous lui rappelons qu'il y a dans le canton 5 000 personnes qui déclarent un revenu supérieur à 100 000.- fr., plus de 2 000 millionnaires, sans parler de la fraude fiscale. Ceci indi-

Armée, été 78: luttes, suicides, censure

Que se passe-t-il dans les écoles de recrues de l'armée suisse ? La hiérarchie a-t-elle entièrement repris les choses en main, ou bien reste-t-il encore quelque chose de la tradition des luttes de soldats des années précédentes ? Notre correspondant dans les Comités de Soldats fait le point. Et de ce tableau, il ressort que jamais les Comités de Soldats n'ont été aussi indispensables que dans la situation ac-

tuelle. Une résistance organisée aux vexations redoublées de la hiérarchie, appuyée et relayée de l'extérieur des casernes par les Comités de Soldats, peut même servir à sauver quelques soldats d'une démolition complète, qui, plus d'une fois, peut aller jusqu'au suicide. Et les suicides dans les casernes, malheureusement, ça ne manque pas.

Comités de caserne : encore vivants

Survivons rapidement quelques casernes suisses*.

Fribourg-la-Poya. Comité de caserne. 2 journaux. Refus d'ordre collectif d'une marche après une journée très éprouvante, les menaces d'arrêts de rigueur pleuvent, mais ces sanctions devant la détermination des recrues se transforment en marche disciplinaire le samedi. Citons de mémoire la conclusion du commandant de compagnie lors de la désignation de cette ER : "Cette fois-ci encore la hiérarchie a gagné aux points contre le comité de caserne".

Colombier. Le comité de caserne très fréquenté sort deux journaux. Une pétition interne demandant la libération le samedi matin rencontre un vif succès, les 418 signatures passent de bureaux en bureaux pour aboutir à celui du commandant de corps Wildbolz, chef de l'instruction. Tous se déclarent incompétents en la matière et se renvoient la balle pour enfin conclure que seul le législatif peut trancher. Cette ER est jalonnée de nombreux arrêts de rigueur; une recrue congédiée est renvoyée devant le tribunal militaire.

Thoune. Malgré des conditions draconiennes, le comité de caserne rédige 4 journaux. La justice militaire intervient, mais ces intimidations ne suffisent pas pour casser le mouvement. Le CS de Berne qui soutient l'action des recrues est en butte aux tracasseries systématiques des officiers et leurs alliés les flics et pour cause : c'est la première fois qu'une action continue s'organise dans cette caserne.

Bülach. Pour la première fois aussi, deux groupes de caserne se constituent, qui diffusent 2 journaux : l'un en allemand, l'autre en français.

Pour ne pas allonger, signalons l'existence des comités de caserne de Wangen, de Liestal, de Zurich, de Dübendorf, de Frauenfeld, etc. Cette liste inépuisable démontre de manière éclatante que non seulement certaines casernes maintiennent leur tradition de lutte, mais de nouvelles entrent dans la danse.

Si des comités ne se sont pas constitués dans la plupart des casernes, la pétition nationale rédigée en commun par les recrues des ER été 1977 et les comités de soldats a suscité de vives discussions et recueilli de nombreuses signatures. Cette pétition exige le licenciement le samedi matin à 7 h. 30 au plus tard, une sortie de 4 heures au moins 3 fois par semaine et un temps de sommeil qui ne soit pas inférieur à 8 heures.

Les casernes du suicide

Pour le colonel Della Santa, "La jeunesse doit souffrir et c'est pour son bien"... La description de l'ER des transmissions de Drogens exprime bien ce que cette philosophie signifie pour les soldats.

Comme les casernes de Bure, de Chamblon sur Yverdon et la prochaine caserne de Lausanne qui se transférera à Lucens, celle de Drogens se caractérise par son fonctionnalisme moderne. Cuisines, réfectoires et infirmerie modernes, foyer du soldat avec tous les gadgets et jeux électriques, douche à profusion avec eau chaude que l'on utilise aussi rarement que dans les vieilles casernes sans l'excuse de la vétusté de l'appareillage. Que réclamer de plus, grognent ceux qui affirment que les casernes et les prisons sont des 3 étoiles ? Vivant en autarcie complète, coupée de manière délibé-

rée de toute vie civile, ces casernes ont le triste privilège des records de tentatives de suicide. (Signalons encore que les ombres des superflucs cantonaux hantent les murs de la caserne de Drogens; ils auraient dû abriter la PFS, le hochet de Furgler que le peuple suisse a vaillamment balayé...)

Les rapports entre officiers et soldats sont typiques : intégration-infantilisation, le règne de la carotte et du bâton. Le folklore militaire (gags scatologiques et phallos, fraternisation par la soulographie, couper la barbe du sergent-major, etc...) relativisent les vexations, le chantage. Même les humiliations les plus profondes rencontrent quelques protestations scandalisées qui se noient dans l'abrutissante banalité et répétitivité quotidienne : une recrue se promène les mains dans les poches, on lui donne l'ordre de les recoudre; pire, une autre se rend au réfectoire les bras croisés, elle doit ramper sur 100 mètres les mains attachées dans le dos... de là à se demander comment les militaires chiliens ou argentins, pour ne citer qu'eux, peuvent torturer si allègrement ? La tête de Turc capte l'agressivité de la hiérarchie, les autres recrues réagissent mollement "c'est tout ça de moins pour moi"... jusqu'au suicide...

Le tract spécial de "Ras-le Casque" (oct. 78) sur les suicides dans les casernes est précis :

"Drogens : Ecole de recrues TRPL 219. 10 septembre 1978.

Dimanche soir, autour de 21 h. 30, la recrue S., fusilier-radio, se tire une balle dans le ventre. L'ambulance arrive deux heures plus tard alors que l'hôpital se trouve à quatre kilomètres. Elle repart vide. Vers 0 h. 30 arrive une sorte de corbillard et une voiture de police ! Ici, les recrues se posent des questions face à une hiérarchie qui est à d'autres égards plus loquace. Certains disent que S. vivait encore, alors pourquoi une intervention aussi lente ? S. a laissé à côté de lui un carton écrit en allemand : "Suicidé à cause de l'armée". Ses officiers s'empressent d'expliquer ce geste par ses problèmes personnels : sa mère aurait été absente - elle était à la maison - ceci doublé par des "problèmes sentimentaux", mais jamais une description officielle et établissant les faits n'a été produite. La version de ses camarades diffère : S. était la bête noire de son lieutenant et selon eux, par mesure vexatoire, il aurait fait plus d'heures de garde que quiconque...

Signalons encore que plusieurs tentatives de suicide eurent lieu au début de l'ER, trois ont été admises par la hiérarchie. Lorsqu'elles furent déclarées à la troupe, leurs auteurs furent traités de lâches refusant leur devoir de citoyen."

Ce cas n'est pas exceptionnel, les lecteurs genevois se souviennent encore de la polémique soulevée par l'article de "La Suisse" sur les tentatives de suicide parmi les recrues genevoises cantonnées à Colombier (le comité de caserne estime qu'il y a eu 7 tentatives). Pour une fois qu'un journal en fait état, voilà que l'exemplaire relatant ces faits parvient aux recrues amputé de cette page... grâce aux ciseaux de la hiérarchie !

A Zurich, un soldat ne supportant plus la vie de garnison menace de désertir, ses nerfs craquent... et il se retrouve au clou au lieu de l'infirmerie. Il se blesse volontairement dans son cachot, on le conduit chez un médecin qui constate des blessures... On le ramène en prison. Le samedi suivant, il s'immole dans la cour, on l'emmène enfin à l'hôpital le haut du corps brûlé. Tous les quotidiens zurichois, sauf la "Tat" ont délibérément fait silence sur cette affaire et ce ne sont pas les arguments cauteleux du rédacteur en chef du "Tages Anzeiger" face à la lettre de lecteur qui s'étonnait du boycott,



Journée des parents à Yverdon : le colonel cdt de corps Pittet et l'attaché militaire chinois : et les maoïstes suisses appuient la défense nationale...

lettre non publiée, qui nous convaincront du contraire (voir le prochain "Links um")...

Dans la caserne de Drogens, c'est la stupeur. Un groupe de recrues cherche à prendre contact avec la presse... peine perdue. Le CS de Lausanne tente de briser cette conspiration du silence en distribuant un tract (voir extraits plus haut) à Drogens, devant les écoles et les lieux publics lausannois.

Un vent de dégoût souffle dans la caserne, de nombreuses recrues se révoltent individuellement, les cachots ne désespèrent pas. Puis tout se tasse dans la morosité des dislocations qui séparent les recrues les unes des autres. A la fin de l'ER, le commandant de compagnie blesse intentionnellement une recrue en lui lançant un fusil d'assaut; le soldat dépose une plainte de service qui aboutit. Cette "victoire" tardive sème des regrets, car elle démontre que la hiérarchie ne bénéficie pas de l'impunité totale. Elle a dû céder devant un maigre droit que le règlement de service accorde aux recrues. D'ailleurs les CS de Lausanne et de Neuchâtel ont distribué un tract d'entrée d'ER qui définit les droits du soldat et comment s'en servir. Le groupe informel de la caserne de Drogens déplore dans son bilan le manque d'auto-organisation des recrues et le non recours au CS. Une riposte plus cohérente face à l'arrogance des

officiers aurait permis d'éviter cette victoire à la Pyrrhus de la hiérarchie... et peut-être même le malheureux suicide.

Indispensables CS...

Brièvement maintenant, quelles sont les tâches des CS ? Outre soutenir matériellement l'auto-organisation des recrues et des soldats en cours de répétition, les CS se veulent la mémoire de ces luttes. Ils se battent pour l'obtention des droits démocratiques élémentaires systématiquement bafoués par l'antimilitarisme et se proposent de débusquer le militarisme autant dans les casernes que dans le civil. Tout ceci, les CS ne peuvent le faire seuls. Pour briser la chape de silence, il est indispensable que les organisations politiques de la classe ouvrière PdT-PS-LMR, etc... et les syndicats, ainsi que tous les mouvements de masse directement touchés par la militarisation : antinucléaires, femmes, jeunes, anti-impérialistes, etc... soutiennent les CS dans cette tâche.

correspondant CS de Lausanne

* Pour de plus amples détails, nous vous invitons à lire dans les journaux des CS les compte-rendus établis par les comités de caserne. Adresse de Ras-le-Casque : case 2407, 1002 Lausanne.

Grottes: depuis 1913...

L'évacuation brutale du 3 bis de la rue Epeyta aux Grottes n'a évidemment rien résolu. Au contraire, elle révèle davantage les contradictions de la "gestion urbaine" de la municipalité et du canton de Genève.

En attendant de les reloger, la Ville a en effet proposé aux occupants des baraquements près de l'aéroport. Toute la presse a dû rendre compte de la réponse de l'APAG (Action populaire aux Grottes) dénonçant les scandaleuses conditions de "logement" dans ces baraquements, d'ordinaire réservés aux immigrés. En même temps, plusieurs personnalités ont occupé un nouvel appartement pour protester contre les évacuations; cette fois, la police n'ose guère intervenir. Enfin, après avoir traité les occupants et l'APAG de voyous et d'empêcheurs de tourner en rond, la Ville a dû recevoir une délégation de l'APAG.

Où sont passés nos impôts ?

L'APAG ne cède pas sur ses revendications : des baux aux occupants, la rénovation des immeubles sans hausses excessives de loyer. La Ville tergiverse et plus elle attend, plus apparaît l'incapacité des autorités à définir ce qu'elles comptent faire des Grottes.

C'est ainsi que l'exécutif de la Ville a tenu, après l'évacuation, une conférence de presse : "Nous ne pouvons tolérer que ces occupations bloquent la rénovation de ce quartier." (Tribune de Genève, 19. 11. 78). Mais ces mêmes Messieurs se démasquent aussitôt en expliquant que la rénovation des Grottes est prévue... depuis 1913 ! En 1969, une Fondation pour l'aménagement des Grottes avait été mandatée pour étudier les projets. Son rapport de 1976 indique

(suite page 14)



Interfoto

Il y a eu tout de même des luttes victorieuses... (Naville 78)

La réponse que le patronat suisse apporta à la crise, typique, de surproduction capitaliste des années 1974-1975 est connue : avec une brutalité sans exemple, 350 000 travailleurs(les), 13 o/o de la force de travail, se virent expulsés de la production ! La formule magique que la politique économique bourgeoise se flatte d'avoir appliquée avec "succès" n'était rien d'autre que l'expulsion du marché du travail des plus faibles : les immigrés et les immigrées licenciés, les femmes et leur fameux "salaire d'appoint", les travailleurs(euses) âgé(e)s, les handicapés. C'est en s'appuyant sur ce "dégraissage" cynique que la conjoncture capitaliste a pu légèrement se reprendre, permettant de réouvrir les portes du marché du travail en 1977 et au début de 1978 à quelques 50 000 salarié(e)s; on vit de même apparaître un léger "manque de main-d'oeuvre" à la même époque dans certaines branches et quelques entreprises. Mais au mois d'août de cette année, chômage partiel, licenciements, déplacements de production dans les pays à bas salaires et fermetures d'entreprise figurent de nouveau à l'ordre du jour. Les régions horlogères et textiles voient des villes déjà touchées perdre encore leurs places de travail, des vallées entières menacent de se dépeupler. Tout cela ne serait dû qu'à un nouveau mal qui fait beaucoup parler de lui : la surévaluation du franc suisse par rapport à la parité réelle du pouvoir d'achat des monnaies.

Bien sûr cette surévaluation ne peut être niée; elle renchérit les exportations, accentue la concurrence des importations sur le marché suisse; elle met même en difficulté des entreprises munies d'un équipement moderne qui seraient, sans cela, "concurrentielles". Mais le plus souvent, le cours élevé du franc suisse ne fait qu'accélérer — et camoufler ! — les plans de restructuration et de déplacement de la production que les patrons ont conçus à long terme et qu'ils pensaient bien réaliser, hausse du franc ou pas hausse du franc...

Ces distorsions monétaires internationales résultent bien sûr d'une ruée capitaliste sur la spéculation, mais on ne peut y voir uniquement l'oeuvre de quelques trafiquants monétaires, qu'il serait facile de mettre hors de course en renforçant le contrôle sur les banques. La spéculation et le chaos monétaires accompagnent comme son ombre la crise de l'économie capitaliste mondiale depuis le début des années 70, c'est-à-dire depuis qu'elle est entrée dans un cycle durable de récession et de stagnation. Depuis lors, la croissance a ralenti à tel point que globalement seuls 80 o/o des capacités de production ont été utilisés, ce qui a conduit à la formation d'une armée de réserve de plusieurs millions de chômeurs. Comme les patrons ne procèdent plus qu'à des investissements de rationalisation, et refusent d'envisager un élargissement de la production, les grandes entreprises se sont mises à accumuler de gigantesques capitaux inutilisés. Pourtant, il n'est pas question que ces capitaux cessent de rapporter quelque profit, ou se laissent déprécier sous l'effet de l'inflation. C'est pourquoi on cherche à placer ces capitaux en monnaies fortes, c'est-à-dire moins sujettes à l'inflation. Grâce à la politique de "stabilité" de la bourgeoisie suisse, le franc suisse avait toutes les qualités pour devenir le numéro un au hit-parade de la spéculation (vu la masse monétaire relativement faible en Suisse, la forte demande internationale contribua à son envol bien au-dessus de la parité réelle). C'est ainsi que le franc suisse devint un objet de placement, et une monnaie de réserve. Il n'était même plus nécessaire de placer ces francs suisses dans des opérations assurant un profit ou un intérêt; c'est bien pourquoi les restrictions de placement décrétées par la Banque Nationale au début de 1978 restèrent largement sans effet, c'est pourquoi aussi un meilleur contrôle des banques n'aurait guère eu d'influence sur le cours du franc, car il est parfaitement possible d'acheter des francs suisses hors de Suisse. Au cas où les autorités monétaires des USA, de la République Fédérale Allemande et de la Suisse réussissaient à prendre des mesures combinées pour ramener le cours du franc non loin de la parité fondée sur le pouvoir d'achat — aujourd'hui environ 1 dollar pour 2 Fr. s., 1 DM pour 1 Fr. s. — alors seulement la brèche du 9. 12. 78, page 8

RESOLUTION DU COMITE CE

La lutte pour le droit de travail dans la situation

levée du secret bancaire pour les capitaux en fuite, l'interdiction des placements, etc., pourraient avoir quelque chance d'empêcher une nouvelle remontée du franc suisse.

Il y a encore fort peu de temps, la bourgeoisie suisse et le gouvernement toléraient parfaitement la surévaluation du franc, ils la stimulaient même en pratiquant une politique de "stabilité" déflationniste, qui s'exprimait notamment dans la volonté de réaliser un "équilibre" budgétaire et de maintenir la masse monétaire à un bas niveau. Ils s'appuyèrent sur les fortes contraintes de la concurrence internationale pour poursuivre la restructuration de l'économie en éliminant les entreprises rapportant le plus bas taux de profit, afin de redonner une impulsion à la productivité. Ce n'est qu'en juillet 78, à partir du moment où le phénomène de surévaluation commença à menacer un trop grand nombre de moyennes et grandes entreprises, qu'on se décida à donner un rapide coup de volant. Tout à coup, il n'est plus question de réaliser l'équilibre budgétaire de la Confédération; la Banque Nationale procède à une augmentation de la masse monétaire de 18 o/o (en un an) au lieu des 5 o/o prévus par le biais de gros achats de dollars et de Deutsche Marks; le 1er octobre, la politique de stabilité est officiellement abandonnée.

Quelle sera dans ces conditions la politique économique de la bourgeoisie capitaliste durant la prochaine période ? La réponse dépend de deux facteurs qu'il est difficile d'apprécier. Elle dépendra d'une part de l'évolution de la situation monétaire et d'autre part de la capacité du mouvement ouvrier à offrir une résistance aux restructurations et à la nouvelle offensive patronale contre les salaires qui l'accompagne. Mais il n'est pas possible de continuer à procéder à des achats massifs de dollars et de D-Marks, en gonflant la masse monétaire, sans provoquer dans un avenir proche une relance de l'inflation qui aurait également des conséquences négatives pour la bourgeoisie.

Ce désavantage ne serait nullement éliminé par l'introduction d'un double marché des changes, avec cours forcé pour les importations et les exportations. D'ailleurs, la direction bourgeoise s'en défend, non seulement pour des raisons principales (pas d'entorse à la "libre économie de marché"), mais aussi parce qu'elle craint de s'exposer aux représailles des autres bourgeoisies, notamment par le biais de mesures protectionnistes; de telles contre-mesures auraient pour effet de réduire les profits que la "place financière" procure à la bourgeoisie suisse, le grand capital industriel compris.

Quant à la relance de l'économie intérieure par l'augmentation des dépenses de l'Etat, par principe, elle fait pousser des cris d'horreur à la bourgeoisie suisse, qui voit derrière de telles mesures se dessiner le spectre d'une fiscalité qui lui serait plus défavorable. Mais les capitalistes, comptant sur la faiblesse du camp ouvrier, sont d'accord sur un point: les problèmes peuvent être "résolus" par une offensive plus dure contre les salariés, qui, outre le chômage partiel et les licenciements, prendra aussi la forme de baisses de salaires et des prestations sociales. Preuve en est l'extrême modestie du "programme d'aide" de la Confédération aux régions et aux secteurs en crise; celui-ci comprend à peine 125 millions, adoptés par le Parlement. Même si l'on admet que ces mesures peuvent avoir un effet multiplicateur, il est difficile de cacher le ridicule de ce montant, qui ne peut assurer le maintien que d'un nombre plus ridicule encore de places de travail. Le plus grand poste anticipe d'ailleurs, avec 30 millions sur les commandes de tricots par l'armée. Le second programme de promotion des économies régionales, qui prévoit la garantie de la Confédération pour des crédits à bon marché, révèle les mêmes limites.

Ce ne sont là que des alibis destinés à camoufler l'offensive capitaliste, ou au mieux, à amadouer une aide aux profits, et non pas au maintien des places de travail. D'ailleurs, ce sont les banques elles-mêmes qui auront à décider de l'attribution des crédits que la Confédération cautionne ou dont elle couvre une partie des intérêts. Ce n'est pas un hasard non plus si la part du programme d'impulsion réservée à la reconversion à l'électronique intéresse au premier chef des entreprises en aussi bonne position que Mikron-Bienne, Landis & Gyr, Sprecher & Schuh ou BBC; sans oublier que dans les rapports de production capitalistes, la "révolution électronique" supprime plus de postes de travail qu'elle n'en crée. Il ne fait aucun doute que l'argent de l'Etat, dont les patrons seuls décident de l'utilisation, sert à rationaliser la production, c'est-à-dire à accélérer la suppression des postes de travail, au lieu de les maintenir.

Admettons un instant que le gouvernement américain parvienne à réaliser, même au prix d'une récession l'année prochaine, son programme de soutien au dollar; on ne pourrait exclure qu'il entraîne une

baisse du cours du franc aux alentours de sa parité réelle. Même dans ce cas, cela ne retiendra nullement les patrons de poursuivre leur offensive contre les places de travail et les conditions de travail, tout au plus, en l'allégeant et la ralentissant quelque peu. Car en dernier ressort les capitalistes suisses n'ont pas le choix; cette orientation leur est dictée par le durcissement de la concurrence capitaliste internationale, la proximité de nouvelles récessions et la probabilité de nouvelles bouffées de surévaluation du franc suisse, étant donné qu'on n'est pas prêt d'observer les capitalistes en train de renoncer volontairement à l'évaluation de leurs profits... Après tout, ils l'admettent eux-mêmes; le professeur Würzler, un des principaux conseillers économiques du Conseil fédéral a déclaré qu'il serait "peu sage" à la Banque Nationale de s'engager à soutenir le cours de change au point que cela fasse obstacle aux changements structurels. Il est temps que le mouvement ouvrier cesse de faire confiance au "partenaire social", qu'il cesse d'attendre un "revirement" de sa part, et qu'il se donne les moyens de défendre, par la lutte, ses intérêts vitaux. Il ne peut ignorer cependant les fortes différenciations introduites par la situation économique.

D'un côté, une proportion importante de l'économie capitaliste n'a guère souffert du cours élevé du franc suisse — certains secteurs l'ont même utilisé à leur profit ! L'économie dans son ensemble a enregistré de tels gains de productivité qu'elle peut parfaitement digérer une réduction de la durée du travail et une hausse des salaires réels sans perdre pour autant sa compétitivité sur les marchés internationaux. Il faut répondre au chantage sur le cours du franc que des mesures plus efficaces pour le faire baisser sont possibles. D'autre part, il est vrai que les entreprises immédiatement vulnérables au cours du franc, situées à la limite du seuil de "rentabilité", et qui ne peuvent survivre que grâce aux bas salaires et à une longue durée du travail, posent un problème. Si elles se répartissaient proportionnellement dans toutes les branches et toutes les régions, une réduction généralisée de la durée du travail permettrait d'offrir aux travailleurs des entreprises qui se ferment suffisamment de postes de travail supplémentaires. Mais les entreprises en crise se concentrent dans quelques secteurs et régions particulièrement vulnérables, si bien que le maintien du volume de l'emploi sur place exige des mesures spéciales, si l'on veut éviter à ces travailleurs de se retrouver devant le choix : ou bien déplacement dans une autre région et une autre branche, ou bien un long chômage sans perspective de reclassement dans une région économiquement en perte.

La réponse du Parti Socialiste Suisse (PSS) et de l'Union Syndicale Suisse (USS) aux conséquences économiques de la crise, résumons-la :

- * stabilisation du franc, si nécessaire au moyen d'un double cours des changes;
- * augmentation des dépenses publiques dans les secteurs de l'économie d'énergie, des transports publics, de l'aide aux investissements dans les régions de montagne et les régions en crise; création d'entreprises mixtes;
- * élévation du pouvoir d'achat au travers d'augmentations de salaires, développement de la sécurité sociale, report sur les consommateurs des baisses de prix à l'importation et report de la baisse du taux hypothécaire aux locataires (réintroduction du contrôle des prix) — tout cela pour la relance du marché intérieur;
- * réduction de la durée du travail et utilisation de l'assurance-chômage pour favoriser les recyclages en vue de combattre le chômage;
- * création de nouvelles ressources pour la Confédération en étendant l'impôt anticipé aux emprunts étrangers et aux dépôts fiduciaires; impôt sur le chiffre d'affaires des transactions monétaires (revendication du PS absente de la récente résolution de l'USS sur la politique économique).

Quelques-unes de ces revendications prennent place dans le cadre de la "stratégie" présentée comme une politique de défense de la Suisse industrielle contre la Suisse financière ("Werkplatz gegen Finanzplatz"); ce programme inclut par ailleurs l'initiative bancaire du PSS, qui met l'accent sur la levée partielle du secret bancaire en matière d'évasion fiscale et une plus grande "transparence" des opérations bancaires, notamment l'enchevêtrement des prises de participation.

Nous pouvons approuver une bonne partie de ces revendications en tant que revendications immédiates — d'ailleurs nous en défendons quelques-unes depuis longtemps déjà. En revanche, le PSS ne les conçoit pas seulement comme des revendications immédiates, à partir desquelles on pourrait donner un aperçu de l'alternative socialiste, mais comme des éléments d'une politique de réforme bourgeoise, comme solution durable dont l'Etat bourgeois se voit confier la réalisation dans le cadre même du capitalisme. Ce n'est pas un hasard si ces revendications sont motivées par les intérêts de "l'économie intérieure" ou de la

les places de travail en situation actuelle



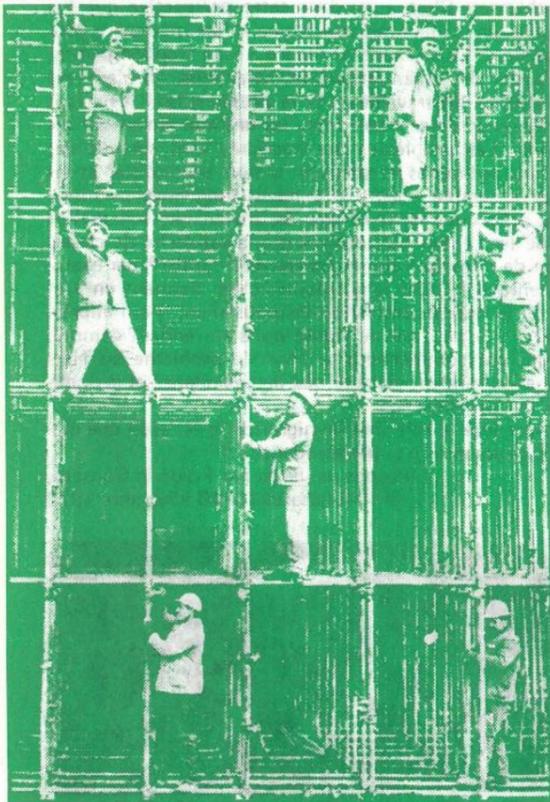
... et des "lutttes" fourvoyées (manif horlogère, novembre 78).

"Suisse industrielle" (Werkplatz Schweiz), et si on cherche à convaincre certains cercles de la bourgeoisie qu'ils auraient aussi quelque chose à retirer de ces "solutions".

Ce n'est évidemment pas de cette manière qu'on parviendra à convaincre les travailleurs qu'il leur faut défendre leurs intérêts contre les propriétaires capitalistes de l'"économie intérieure"; de cette manière, on ne peut que les laisser s'empêtrer dans l'idéologie nationaliste et du partenariat. Au contraire, il est absolument nécessaire d'éduquer les travailleurs à la méfiance contre les patrons et leur Etat, à compter sur leurs propres forces. Il faut absolument refuser d'inscrire des revendications ouvrières dans la perspective d'un "renforcement de l'économie intérieure", que l'Etat pourrait ensuite appeler à la rescousse pour justifier des mesures qui se retournent contre les travailleurs. L'USS ouvre toute grande cette porte lorsqu'elle propose son aide aux investissements, car les investissements servent actuellement avant tout la rationalisation, c'est-à-dire la réduction des postes de travail... Tant que les subventions étatiques aux entreprises "menacées" ne sont pas contrôlées, elles serviront beaucoup plus probablement à cette rationalisation ou au déplacement de la production qu'au maintien des postes de travail. Quant à l'initiative bancaire, si elle est acceptée, c'est encore à l'Etat qu'il reviendra, lors de la mise en place de la loi ou des ordonnances d'application, de saboter toute lutte efficace contre l'évasion fiscale — sans oublier que cette initiative ne garantit guère le maintien des places de travail, ni dans ses principes, ni du point de vue des délais.

Les programmes anti-crise du Parti du Travail (PdT/POP) et du POCH vont parfois un peu plus loin, sans se différencier fondamentalement de ceux du PSS et de l'USS. Ils misent eux aussi sur une stratégie de "coalition anti-monopoliste" ("Rassemblement Populaire" pour le PdT) avec certaines couches de la bourgeoisie; eux aussi misent sur des subventions ou d'autres types d'aide de l'Etat, notamment au "commerce" — en dépit du fait que la plupart des entreprises de ce secteur n'appartiennent plus depuis longtemps à la catégorie des "petites entreprises familiales"...

L'orientation — que partagent le PSS, comme le POCH et le PdT (ainsi que les maoïstes !) — a brillé d'un éclat tout particulier lors de l'appui que ces organisations ont toutes apporté, à un titre ou à un autre, à la manifestation des petits et moyens patrons de l'horlogerie le 11 novembre à Berne, alors même que la direction de la FTMH éprouvait le besoin de s'en distancer, estimant qu'elle ne pouvait pas se permettre d'inciter ses membres à manifester en compagnie de patrons qui n'hésitent nullement à licencier et à baisser les salaires.



C'est dans le domaine de la lutte pour la défense des places de travail que se révèle le plus clairement l'échec de la collaboration gouvernementale sur le plan politique d'une part, de l'entente entre "partenaires sociaux" et de la paix du travail sur le plan syndical d'autre part. Le PSS revendique de grandes mesures de

création d'emplois et en même temps siège au Conseil fédéral, qui présente un mini-programme ridicule. Il revendique l'abolition du blocage des effectifs dans la fonction publique tout en siégeant au Conseil fédéral, dans les gouvernements cantonaux qui appliquent ce blocage des effectifs, ou même qui suppriment des places de travail. Dans le même ordre d'idée, Tschumi, président de la FTMH, fait partie du conseil d'administration de l'ASUAG — le trust de l'horlogerie — qui licencie et qui transfère des places de travail dans des régions où les salaires sont bas.

A l'unité avec des secteurs de la bourgeoisie nous opposons l'unité des travailleurs pour combattre les capitalistes. Si on considère que la politique de collaboration de classe et de paix du travail exerce son emprise depuis plus de 40 ans, une telle voie ne peut pas promettre des succès rapides, mais c'est la seule qui permette de sortir à moyen terme de l'impasse dans laquelle se trouve le mouvement ouvrier aujourd'hui. **Un élément décisif de cette stratégie est la reconstruction unitaire, à partir de la base, de syndicats combattifs** que stimule la discussion et la lutte pour sauver les places de travail.

Même avec leur politique actuelle, les syndicats remplissent une fonction absolument indispensable pour les salariés. Il suffit de comparer les fermetures d'entreprises dans des branches non-organisées — par exemple dans le textile, où ces fermetures se font dans des conditions tout simplement catastrophiques pour les salariés — et les fermetures d'entreprises dans des branches qui connaissent une activité syndicale significative, pour comprendre que celle-ci, aussi insuffisante soit-elle, permet une résistance dont le patronat doit payer le prix sous forme de concessions (primes de licenciements, etc.).

L'unification internationale des salariés est un autre élément décisif sur le plan politique et syndical; elle commence par la solidarité avec les immigrés et les frontaliers, mais doit aller beaucoup plus loin. Dans la lutte pour la réduction du temps de travail, les syndicats doivent surtout s'allier avec les autres syndicats européens, qui ont déjà en partie commencé la lutte pour les 35 heures — au lieu de leur porter un coup dans le dos en retardant comme jusqu'ici l'introduction d'un horaire de travail plus court en Suisse. Quant au transfert de la production dans des régions où la main-d'oeuvre est bon marché, les syndicats suisses doivent, de façon générale, s'associer au combat international pour les droits syndicaux et politiques dans ces pays et en plus, dans chaque cas concret, ils doivent aussi se battre contre les patrons d'ici pour améliorer les conditions de travail des travailleurs des filiales étrangères.

Notre organisation lutte pour une politique d'unité anticapitaliste conséquente et pour un internationalisme cohérent. Ceux qui la renforcent contribuent de façon décisive à ce que la stratégie d'indépendance de classe acquiert un poids réel.

Dans les régions horlogères, surtout, se dessine aujourd'hui une situation où seules des mesures anticapitalistes radicales peuvent maintenir le niveau de vie et les places de travail des travailleurs dans les régions concernées. C'est pourquoi nous avançons la revendication de la **nationalisation sans indemnisation et sous contrôle ouvrier** de l'ASUAG, le trust principal de l'horlogerie. Nationalisation, parce que seule la Confédération pourrait donner le soutien financier nécessaire aux restructurations (y compris une reconversion de la production) dans une branche de cette dimension; contrôle ouvrier (par quoi on doit comprendre une lutte pour le contrôle d'une entreprise par l'ensemble des salariés avec l'aide des syndicats), parce que c'est le seul moyen de garantir les intérêts des travailleurs. La revendication de la nationalisation d'entreprises menacées par la crise peut avoir aussi son importance dans d'autres branches. Mais sa généralisation se heurte à des limites, car le subventionnement continu d'entreprises condamnées à être déficitaires sous l'effet de la concurrence internationale peut se révéler un gouffre financier. C'est là que l'alternative socialiste prend tout son sens : elle indique qu'il faut viser simultanément la **socialisation des grandes entreprises qui réalisent de substantiels profits**, car ce sont elles — surtout les banques, les compagnies d'assurances et les multinationales — qui ont un poids déterminant; l'alternative socialiste vise à les placer sous contrôle ouvrier, base de départ pour les inscrire dans une planification décidée démocratiquement par les travailleurs eux-mêmes.

La propagande et l'éducation doivent permettre aujourd'hui de transmettre à des travailleurs avancés et touchés par la crise cette solution socialiste à la crise du capitalisme. En revanche, les conditions ne sont pas encore mûres pour la présenter à la masse des salariés comme revendication opératoire.

Le mouvement ouvrier international reconnaît aujourd'hui généralement que **seule la réduction du temps de travail peut procurer des emplois aux chômeurs et sauver des places de travail**. C'est aussi en Suisse une revendication décisive, qu'il s'agit d'atteindre prioritairement sous la forme de la semaine de 40 heures pour tous et de l'augmentation des vacances. Le chômage peut également être réduit par **l'augmentation des qualifications professionnelles**, c'est-à-dire par une formation plus générale. Les patrons le reconnaissent, seulement ils agissent plus contre que pour cela. Si nous refusons l'accroissement de la mobilité géographique, c'est-à-dire le déplacement des salariés d'une région à une autre, nous revendiquons en revanche une formation professionnelle dans des conditions qui servent les intérêts des salariés. La lutte pour des **ateliers de formation publics** et pour une **meilleure formation professionnelle sous contrôle des syndicats et des apprentis, des enseignants et des parents** ne concerne pas seulement la formation en général, elle sert aussi à conserver des places de travail. Il y a là une analogie avec la lutte pour la **protection de la maternité**, avec l'interdiction de licencier les femmes enceintes et les mères qui sont souvent aujourd'hui les premières victimes des réductions d'effectifs.

La suppression du blocage des effectifs de la Confédération, des cantons et des communes est naturellement une revendication que nous appuyons et que nous avançons nous-mêmes de cas en cas. Cela d'autant plus que le blocage des effectifs a conduit à certains endroits, comme par exemple dans certains hôpitaux et dans l'administration de l'AVS/AI à des situations insoutenables.

Nous ne refusons pas absolument la **création d'emplois par l'Etat** — Confédération, cantons ou communes — notamment sous la forme de subventions à des entreprises individuelles, mais nous examinons chaque cas de façon critique. Et de toutes façons, il est essentiel que le mouvement ouvrier et les salariés d'une entreprise qui reçoit des subventions luttent pour le **contrôle sur l'utilisation de l'aide financière de l'Etat**, car c'est là la seule garantie qu'elle serve vraiment à conserver des places de travail. La provenance de l'argent prélevé sur les impôts pour financer ces mesures est aussi décisive. Nos revendications sur les impôts (pas de TVA, lutte contre l'évasion fiscale, impôt anticipé sur tous les emprunts, sur les dépôts fiduciaires, etc.) restent toujours d'actualité.

Etant donné le caractère douteux des interventions étatiques, nous revendiquons avec une insistance particulière la **création d'un fonds national de crise pour la défense des places de travail**, qui ne soit pas directement contrôlé par l'administration fédérale, mais qui fasse l'objet d'un **contrôle** par le mouvement ouvrier. Le financement du fonds aurait lieu par le biais d'un **impôt spécial de crise**, payé par les sociétés financières qui rapportent un bon profit. Celles-ci pourraient par exemple très bien supporter le paiement de 1 o/o du capital et des réserves, ce qui donnerait environ 500 millions, à l'aide desquels un nombre considérable de places de travail pourraient être sauvées. Ce fonds devrait appuyer avant tout des projets d'une importance particulière au niveau régional ou local; le mouvement ouvrier doit exiger un droit de co-décision déterminant dans le choix des projets. Les salariés des entreprises menacées ou ceux déjà licenciés devraient à leur tour décider de l'approbation ou non des projets et contrôler leur application pratique. Il serait également possible de créer des entreprises publiques ou coopératives avec l'aide du fonds de crise.

Nous ne présentons pas de recette détaillée sur le fonctionnement du fonds de crise, qui soulève naturellement de nombreux problèmes. Il est décisif qu'une discussion s'enclenche parmi les salariés et dans le mouvement ouvrier sur la **manière de répondre à l'attaque des patrons contre les places de travail, et sur la manière de produire et que produire sous contrôle ouvrier**, quand les "employeurs" suppriment les places de travail. Il ne peut pas s'agir ici de conserver à tout prix **chaque** entreprise ou chaque production sans se soucier si elles ont un avenir en Suisse. La solution réside dans les régions industrialisées en l'intervention des syndicats pour qu'ils exigent que les travailleurs licenciés soient réembauchés dans d'autres entreprises — en conservant le nombre global des places de travail, ce qui exige probablement la réduction du temps de travail sans diminution des salaires dans les entreprises qui embauchent.

Le fonds de crise n'est pas une panacée, ni une alternative socialiste à la crise du capitalisme. Mais parce qu'il est financé par un prélèvement sur le capital et parce qu'il est placé sous contrôle ouvrier, il dépasse la simple politique de réforme bourgeoise en montrant la **voie vers la prise en main de la production par les producteurs salariés**. Il répond d'une façon qui tient compte du niveau de conscience actuel à un **besoin objectif urgent** de la classe ouvrière.

Le CC de la LMR

ENTRETIEN avec DELIA CASTELNUOVO-FRIGESSI

«Mettre en valeur la présence politique de l'immigré»

Son livre avait été l'objet d'une violente campagne de dénigrement avant même d'avoir été lu : Delia Castelnovo-Frigessi, au moment de la publication en italien de son recueil d'analyse et d'entretiens sur les travailleurs immigrés ("Elvezia, il tuo governo..."), s'était vue submerger de lettres de lecteurs — un des derniers sursauts (organisé, semble-t-il) du mouvement xénophobe dans notre région. Il est vrai que la politique de la bourgeoisie et de la majeure partie des dirigeants du mouvement ouvrier traditionnel à l'égard des immigrés n'est guère reluisante : Delia Castelnovo-Frigessi avait mis le doigt sur la plaie...

Depuis lors, son excellent livre est paru en français ¹⁾. Nous avons déjà eu l'occasion de rappeler que son introduction détaillée amenait, comme on dit, de l'eau au moulin de notre politique d'unité ouvrière. Delia Castelnovo-Frigessi, militante de l'émigration italienne, ne cherche pas à cacher les vrais obstacles. Nous non plus. C'est une bonne base pour commencer un entretien.



"La masse non-militante ressent spontanément l'absence de droits politiques..."

la brèche : L'immigration italienne a-t-elle connu un phénomène de démoralisation à la suite des expulsions massives ces dernières années ?

D. Castelnovo-Frigessi : Les conséquences de la crise ont certainement frappé les militants. Il y a eu un vide à combler dans les organisations ! Mais on a aussi assisté ces dernières années d'un côté à la naissance de "comités d'entente" qui, rassemblant les associations d'immigrés italiennes, s'efforcent de créer une stratégie unitaire, d'un autre côté à la multiplication d'associations régionales, qui ont souvent une activité récréative plus que formative et jouent un rôle surtout face aux problèmes de la rentrée au pays. Ces associations ont souvent les mêmes activités. Ce qui manque — et c'est ressenti quelquefois — c'est une caractérisation plus poussée. D'un côté, cela permet de toucher des gens nouveaux, sur des thèmes comme l'école, les caisses de retraite, etc. Mais d'un autre côté, la naissance de certaines associations pourrait permettre de dire qu'il y a un repli de l'immigration sur elle-même. C'est dû au fait que vis-à-vis de la récession et des licenciements prédominent les solutions individuelles, les plus "faciles", les plus utilisées. Il n'y a pas de réflexion commune sur le thème : comment faire face ? La crise a révélé en Suisse les faiblesses du mouvement ouvrier, dont l'immigration est une partie non négligeable. Il y a eu des luttes en Suisse romande mais on ne peut pas dire que ces luttes ont formé une nouvelle couche de militants.

A mon avis, ces associations ont été marquées par une limite : celle de déléguer aux autres (partis et mouvement syndical) la défense de leurs intérêts, sans prendre une attitude critique face à la manière dont cette défense est conçue. Néanmoins, les luttes qui se sont déroulées ont eu un trait positif : elles ont été unitaires et multinationales.

Avec les fermetures d'entreprises qui se multiplient aujourd'hui, j'ai l'impression que d'un côté les immigrés prennent trop souvent pour argent comptant ce qu'on leur dit ("difficultés" des patrons...), sans penser qu'une politique différente, même en période de récession, est possible. Et du côté du mouvement ouvrier et syndical, il n'y a pas non plus de réflexion dans le sens "on doit commencer à faire une confrontation critique (y compris les immigrés)". Alors, on n'en est pas encore au stade de la formation d'un mouvement autonome et critique. L'immigration fait des reproches au mouvement syndical, mais malheureusement avec le sentiment d'être extérieure et supérieure à tout cela.

Ce qu'il faudrait faire — parmi d'autres choses — c'est redonner confiance aux immigrés dans leurs propres forces, dans la possibilité d'actions et d'utilisation des instruments syndicaux. Pour y arriver, il serait nécessaire d'entreprendre un vaste travail d'information, de clarification et de masse, orientant les immigrés dans ce sens. Du côté syndical, on peut relever quelques signes de changement. Par exemple, le vote sur l'initiative "Mitenand" (Etre solidaires) au

la brèche du 9. 12. 78, page 10

Congrès de l'USS : il y a eu 98 votes pour, contre 114 — signe que l'idée se fraie un chemin parmi les organisations syndicales...

la brèche : La nouvelle récession qui s'annonce s'accompagnera-t-elle à ton avis d'une deuxième "opération expulsion" des immigrés ?

D. Castelnovo-Frigessi : Je ne crois pas. L'immigration est un élément structurel de l'économie suisse, et particulièrement des branches qui ont encore plus besoin de l'immigration qu'il y a deux ans; l'augmentation des saisonniers et frontaliers est nette (certaines branches ont demandé une augmentation de leurs contingents). Mais comme toujours, l'immigration est une soupape de sécurité sur laquelle on peut facilement jouer. On embauchera d'un côté, on licenciera de l'autre (surtout les femmes et les personnes âgées).

Mais l'exportation du chômage ne pourra pas — je l'espère — se répéter de la même façon. La Suisse est, parmi ses voisins, le pays qui a le plus construit sa prospérité sur la main-d'oeuvre étrangère, à tel point qu'il paraît impossible de s'en défaire encore plus, même s'il y a déjà plusieurs milliers de fils d'immigrés qui sont prêts à entrer sur le marché du travail comme force de rechange fraîche.

la brèche : Vois-tu une possibilité d'ouverture du mouvement syndical ?

D. Castelnovo-Frigessi : C'est strictement lié à la possibilité d'une transformation qualitative (organisationnelle) des structures syndicales. Je renvoie aux exigences exprimées en Suisse romande sur la nécessité d'une démocratie interne aux syndicats. L'immigration aurait tout à gagner sur le plan syndical à une telle transformation. En période de crise, le syndicat ne peut pas se permettre de négliger ses membres "étrangers", qui sont en nombre important. La discussion à propos de la nouvelle loi sur les étrangers révèle aussi une évolution prudente de l'USS, qui montre une préoccupation plus ferme face aux problèmes qualitatifs de l'immigration (c'est-à-dire l'amélioration de leur situation à l'intérieur du pays).

la brèche : Quelles sont à ton avis les revendications prioritaires que devraient avancer les oppositions syndicales ?

D. Castelnovo-Frigessi : La sécurité de l'emploi et la fin des discriminations. L'USS a dit : il faut abolir le statut de saisonnier. Mais vis-à-vis du problème quantitatif (le nombre de permis délivrés), l'attitude de l'USS n'a jamais



changé, pour des raisons compréhensibles, comme tous les syndicats européens (risque de concurrence par l'afflux de main-d'oeuvre étrangère).

la brèche : Qu'en penses-tu ?

D. Castelnovo-Frigessi : On en discute surtout en Italie. En principe, le droit à la libre circulation de la main-d'oeuvre devrait être soutenu. Ce serait la principale façon d'être internationaliste. Cette libre circulation est déjà en principe en vigueur dans le Marché Commun. Mais on n'y a pas résolu le problème : les discriminations ne passent plus selon les catégories de durée de séjour, mais entre ceux de l'aire communautaire et les autres ! Pourtant, ce serait là une façon de construire l'Europe des travailleurs contre l'Europe des multinationales.

la brèche : Nous sommes d'accord ! Mais que penses-tu du mot d'ordre que nous avançons depuis de longues années : les mêmes droits politiques pour les travailleurs suisses et immigrés ?

D. Castelnovo-Frigessi : La masse non-militante ressent spontanément l'absence des droits politiques comme une limitation d'activité, bien que, face à la récession et aux nouvelles mesures du Conseil fédéral, c'est le droit au travail qui apparaît comme la question primordiale, puisqu'elle touche aux possibilités de survie des immigrés et de leurs familles. Les CLI (Colonies Libres Italiennes) récla-



ment en principe les droits politiques au niveau communal et cantonal. Les organisations de l'immigration ne demandent pas plus, pour deux raisons. D'abord pour ne pas "brusquer"; ensuite parce que les partis et les organisations de masse de l'immigration ont les yeux tournés vers les pays d'origine. On pense que si on demandait le droit de vote, on ne pourrait plus l'avoir dans le pays d'origine. Toute la problématique des droits politiques s'insère dans celle, plus vaste, assumée par l'immigration, de la participation active aux affaires du pays d'immigration, de pouvoir décider, avec les Suisses, des problèmes qui les touchent directement (construction d'hôpitaux, problèmes de l'école, etc.).

la brèche : Quelle est ta position personnelle sur cette revendication ?

D. Castelnovo-Frigessi : Les mêmes droits politiques pour tous : cela bouleverserait la physionomie politique en Suisse, cela donnerait plus de force à la gauche en Suisse.

la brèche : Comment se fait-il alors que la gauche suisse ne les demande pas ?

D. Castelnovo-Frigessi : Il y a chez le Suisse moyen une telle stupéfaction à voir les immigrés s'exprimer comme citoyens... Certes, il y a eu des progrès, mais un long bout de chemin reste à faire. Sauf en Suède, aucun pays n'a donné le droit de vote aux immigrés. Cela nécessite au préalable une transformation du système. C'est tout de même un drapeau qu'il faut porter. La gauche refuse de le faire, parce qu'elle aurait le sentiment de devoir rendre des comptes des deux côtés : aux immigrés, sur sa politique passée, trop retardataire; et aux Suisses, parce qu'ils ne sont pas prêts à faire ce pas... En ligne de principe, la gauche ne devrait pas dénier tout fondement à cet objectif, mais c'est une revendication qu'elle aurait des difficultés à soutenir.

Cette revendication met en valeur la présence politique de l'immigré, qu'on essaie toujours d'effacer. Il faut l'atteindre comme un principe, ce qui ne peut être que le couronnement d'une longue bataille.

la brèche : De quelque façon qu'on tourne le problème, on en revient toujours à la question : comment faire pour que les immigrés puissent se mêler un peu plus de la vie politique et sociale ici ?

D. Castelnovo-Frigessi : L'immigration sent l'exigence de se battre ici. D'autant plus que la proposition des "établissements" est devenue majoritaire. Par la force même des choses, il est possible — je l'espère — que le front de la lutte où on travaille commence vraiment à être pris en considération. Il faudrait une transformation profonde de l'opinion sur ces problèmes. C'est aussi dans cette perspective que j'ai fait ce travail : il faudrait ouvrir une réflexion dans la gauche à ce sujet. Le moment du silence a duré trop longtemps. Sans l'appui des organisations de travailleurs, on n'arrivera pas à toucher les travailleurs et le peuple suisse. Il ne faut pas avoir peur de se confronter les uns aux autres sur ces questions. Les problèmes des immigrés sont surtout des problèmes politiques et sociaux. Il faut en discuter et les analyser ensemble, même si pendant longtemps personne ne s'est préoccupé de renseigner les travailleurs suisses à ce sujet, de les former politiquement à la solidarité de classe. L'image de l'immigré comme image de l'"autre", par exemple, si enracinée dans la mentalité, c'est vraiment un problème de la fausse conscience. Heureusement, j'ai l'impression qu'il y a pas mal de jeunes qui s'en rendent compte. Ceux qui ont commencé à se poser le problème du Tiers Monde et se rendent compte que la dépendance et la domination, ils l'ont chez eux.

Comprendre le rôle de l'immigration, c'est aussi une manière de se construire sa propre identité !

Propos recueillis par Frédéric Gonseth, Lausanne, le 16 novembre 1978



... comme une limitation d'activité, bien que ce soit le droit au travail qui apparaisse primordial."

1) "La condition immigrée. Les ouvriers italiens en Suisse", Delia Castelnovo-Frigessi, Editions d'en bas, 1978, 387 pages, 34,50 (à l'heure actuelle).

En vente aux librairies La Taupe, 8bis rue de la Tour, 1004 Lausanne; 22 rue Saint-Léger, 1204 Genève.

La Chine plus ouverte au capital qu'à la critique

La "démaoïsation" en cours en Chine est un processus chaotique. On ne saurait l'interpréter unilatéralement. L'espace qu'elle laisse à une plus grande expression, à l'exigence d'une plus grande "démocratie", est restreint, comme le montrent les limites rapidement imposées aux manifestations de Pékin ces dernières semaines. Il est difficile de mesurer quelle est l'ampleur prise par le mouvement anti-bureaucratique en Chine; mais

l'écroulement des références à Mao et au maoïsme et les nouveaux choix faits par la bureaucratie sur le plan national et international ne peuvent qu'accroître les contradictions du régime. Ce sont celles-ci qu'éclaircit Livio Maitan et Pierre Rousset, dans des articles que nous empruntons à "Rouge" (31 octobre et 21 novembre).

SUR le terrain économique les « leit-motiv » de la modernisation et de la productivité reviennent dans tous les rapports et dans d'innombrables éditoriaux de la presse. Ils ont marqué, il y a quelques jours, l'intervention de Teng au congrès des syndicats, qui a introduit, toutefois, une nouvelle note en ce qui concerne la gestion des entreprises. Les ouvriers auront le droit désormais, d'après Teng, d'élire les cadres d'entrepri-

ses jusqu'au niveau de chef d'atelier: voilà qui devrait récompenser leur effort productif redoublé. Il faut ajouter immédiatement que cette réforme timorée n'empêchera pas l'accroissement des pouvoirs des directeurs en conformité avec le principe de la responsabilité individuelle (qui est un autre « leit-motiv » des derniers mois). Ces pouvoirs deviendront encore plus substantiels, si une autre réforme dont la presse officielle a parlé, entre en vigueur.

Ouverture au marché mondial

Selon une problématique qu'avait proposée, dans les années soixante, le technocrate soviétique Libermann, les entreprises pourront jouir d'une certaine autonomie par rapport aux autorités centrales en disposant d'une partie de leurs bénéfices.

L'effort de modernisation a impliqué, d'autre part, des engagements de plus en plus importants de la Chine envers toute une série de pays capitalistes avancés. Les échanges commerciaux se sont multipliés, de même que les accords portant sur l'achat de machines, de biens d'équipement, d'usines clé-en-main. La Chine confie désormais au Japon, à l'Allemagne fédérale et même aux Etats-Unis le développement de secteurs industriels fondamentaux, la sidérurgie en premier lieu. Elle n'a pas hésité pour atteindre son but à renoncer au principe — jusqu'ici sacro-saint — qui rejette tout endettement vis-à-vis de l'étranger. En fait, elle a accepté d'abord des crédits camouflés; elle a signé ensuite des accords impliquant des crédits bancaires considérables; elle semble finalement décidée à obtenir des prêts y compris de la part de gouvernements. En d'autres termes, elle a choisi de s'intégrer sans réserve dans le marché mondial capitaliste en acceptant les risques qu'une telle intégra-

tion implique, sinon immédiatement, en tous cas à moyen et surtout à long terme. La planification et le monopole du commerce extérieur seront-ils suffisants à la protéger des conséquences déséquilibrantes qui pourraient découler des rapports de plus en plus nombreux et étroits avec une économie capitaliste installée dans une vague de stagnation prolongée? C'est le pari majeur de l'équipe post-maoïste, qui en tous cas, a franchi le Rubicon.

Hua et compagnie semblent convaincus qu'ils seront aidés dans leur entreprise par une politique internationale absolument sans scrupules, qui implique, au nom de la lutte contre l'« hégémonisme » soviétique, la collaboration avec n'importe quel régime bourgeois, Iran et Chili compris, et qui est prête à exploiter toute marge de manœuvre dans la zone d'influence de l'URSS (le voyage de Hua à Bucarest est éloquent en la matière). Peu importe, désormais, aux bureaucrates de Pékin de se compromettre aux yeux des mouvements révolutionnaires du monde entier; ils rêvent plutôt de rapprochement avec les « révisionnistes » de l'eurocommunisme, susceptibles de créer des ennuis supplémentaires aux maîtres du Kremlin.

1978 année de la "modernisation"

Sur le plan politique, 1978 aura été marqué par un effort systématique de normalisation institutionnelle. Après la convocation de la V^e Assemblée nationale et le réveil de la conférence politique consultative, on a enregistré la réapparition de la Fédération des hommes de lettres et des artistes et la réunion — après une vacance prolongée — du Congrès des femmes, du congrès des syndicats et du congrès de la jeunesse. La conférence sur le travail politique dans l'armée a, d'autre part, réaffirmé de la façon la plus nette qu'on ne saurait mettre en doute sous quelque forme que ce soit la « direction absolue » du parti. Les vicissitudes d'une série de personnages aux différents niveaux de l'appareil du parti et de

l'Etat — dont le limogeage de Wu-teh a été l'épisode le plus significatif au cours des derniers mois — se placent dans le cadre de l'affrontement des courants et des « sensibilités » différents, et d'un effort de normalisation qui est loin d'avoir atteint tous ses buts. Il est fort probable que des événements spectaculaires — de nouvelles réhabilitations, de nouvelles chutes — se produiront à des échéances même rapprochées.

Sans suivre les pékinologues dans leurs spéculations, il est toutefois clair que des divergences existent entre les deux principaux protagonistes de la période ouverte par la mort de Mao. Hua se préoccupe avant tout de sauvegarder au maximum l'unité du parti et du groupe dirigeant: dans



ce sens, il s'efforce de remplacer Mao dans son rôle de médiateur. C'est pourquoi, il est plus prudent sur la question des réhabilitations et il voudrait avancer d'une façon plus graduelle dans la définition et la concrétisation des nouvelles orientations économiques. Teng, par contre, veut apparaître comme le fer de lance d'un

La fin de la spécificité chinoise

Il est évidemment trop tôt pour tirer un bilan d'ensemble de l'après-Mao. Toutefois, on peut affirmer que l'adoption du nouveau cours exprime la tendance qu'a la société de transition bureaucratifiée chinoise à estomper ses spécificités et à acquérir de plus en plus les traits communs d'autres sociétés

de transition bureaucratifiées. Ces traits communs peuvent être synthétisés comme suit: adaptation aux « lois économiques objectives »; combinaison d'une planification centrale rigide et d'une autonomie partielle au niveau des entreprises ou des régions et revalorisation du profit et du marché

tourant, comme le porte-parole des exigences et des opinions de secteurs bien déterminés, notamment de ceux qui ont subi plus durement les conséquences des luttes et des options des années 1966-1976. Il n'a pas oublié non plus que Hua a eu quelque chose à voir avec sa deuxième mise à l'écart en 1976.

comme instruments de vérification économique; utilisation des acquis technico-scientifiques des pays les plus industrialisés et échanges économiques systématiques avec les pays capitalistes; institutionnalisation des stimulants matériels et théorisation apologétique de la légitimité des différenciations qui en découlent; maintien dans les campagnes, dans une perspective indéterminée, de rapports de production intermédiaires entre une agriculture parcelaire et une agriculture collectiviste avec des différenciations très sensibles au sein de la paysannerie; hégémonie de la bureaucra-

tie politique, c'est-à-dire de la bureaucratie des appareils du parti et de l'Etat, comme conditions nécessaires pour contrecarrer toute tendance centrifuge; affirmation du rôle dirigeant dans tous les domaines du parti unique; subordination des intérêts de la classe ouvrière et des masses exploitées des autres pays aux intérêts de son propre Etat, de son propre « socialisme dans un seul pays ».

De telles conceptions et de telles lignes d'action impliquent inévitablement des contradictions internes qui périodiquement s'aggravent et peuvent exploser.

Livio Maitan



Une couverture de la SBS qui en dit long...

La démaoïsation...

VOILÀ Mao ouvertement soumis à la critique murale dans le centre commercial de Pékin. « Parce que sa pensée était métaphysique dans les dernières années de sa vie et pour toutes sortes d'autres raisons, il a soutenu les mains de la « bande des quatre » pour abattre Teng Hsiao-ping », notent les auteurs

Cela faisait longtemps que l'on murmurait, en Chine, que Mao était le cinquième membre de la « bande des quatre ». Quant à sa pensée, elle était déjà soumise aux attaques d'une partie de l'appareil pour qui le « seul critère de la vérité » devait être la pratique et non, comme s'obstinait encore à le croire « certains camarades », la « pensée Mao Tzé-toung ». L'apparition de ces affichettes

n'en représente pas moins un événement. Elle annonce en effet une nouvelle étape des luttes de fractions qui se poursuivent en Chine et de l'offensive engagée par Teng Hsiao-ping pour imposer définitivement son orientation.

La seule légitimité dont Hua Kuo-feng, Premier ministre et président du PCC en titre, peut en effet se prévaloir d'avoir été choisi de son vivant par le Grand Timonier. Mais il ne s'agit pas que de l'affrontement de deux personnalités dirigeantes. La politique dite des « quatre modernisations » préconisée par Teng exige la remise en cause ouverte des orientations avancées par la fraction maoïste depuis la révolution culturelle. Les résistances qui se manifestent au sein de la bureaucratie face au cours politique

actuel s'appuient sur « l'orthodoxie » antérieure. Teng profite du succès considérable qu'a représenté pour son orientation et sa personne la récente signature du Traité sino-japonais

Que Mao puisse être ainsi dénoncé si ouvertement en dit long sur les sentiments d'une fraction importante des masses à l'égard du « maoïsme ». La première mort de Mao est politique, elle remonte à la fin de la révolution culturelle quand il décida d'envoyer l'armée contre les mouvements de masse qui échappaient à son contrôle. Déjà contesté dans l'appareil bureaucratique, il perdit largement l'appui de l'aile militante de la jeunesse. Sa mort physique, en 1976, laissa le champ plus libre aux anciennes victimes de la révolution culturelle.

Teng veut maintenant sa mort idéologique afin d'éliminer les obstacles qui continuent à entraver la mise en œuvre de sa politique de rationalisation du système bureaucratique en Chine.

Il sait parfois flatter, pour ce faire, les vifs sentiments démocratiques des masses. Mais que nul ne s'y trompe: il ne cherche pas seulement à enterrer l'autocratie de Mao mais aussi l'explosion antibureaucratique de masse qui ébranla jusqu'aux fondements du régime. S'il y a une leçon des dix dernières années de luttes politiques en Chine, c'est que les travailleurs ne peuvent attendre l'instauration d'une démocratie socialiste d'aucune des fractions qui s'affrontent au sein de la bureaucratie du parti et de l'Etat.

Pierre Rousset

Tunisie

Travaux forcés maintenus pour les dirigeants syndicalistes

Nous avons reçu les informations suivantes :

« Face à la grève générale déclenchée le 26 janvier 1978 par l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), le pouvoir destourien a d'abord répondu par un massacre organisé qui a fait autant de victimes (plus de 200) que durant toute l'année 1953 qui marqua la lutte anti-coloniale. Il lança ensuite une vague de répression qui s'est traduite par des centaines d'arrestations suivies de procès expéditifs. Le procès des principaux dirigeants de l'UGTT, le secrétaire général Habib Achour et 29 de ses camarades membres du Bureau exécutif et de la Commission administrative, a été ouvert le 14 septembre dernier devant la Cour de sûreté de l'Etat et s'est poursuivi jusqu'au 10 octobre dans des conditions scandaleuses d'irrégularité.

Après la peine de mort requise par le procureur de la République, M. Abdelaziz Hamzaoui, le 4 octobre 1978, le président de la Cour de sûreté de l'Etat, M. Mohamed Tahar El Fatimi a prononcé le 10 octobre le verdict suivant : 10 ans de travaux forcés pour 2 syndicalistes, 8 ans pour 3 d'entre eux, 6 ans de travaux forcés pour 4 autres, 5 ans pour 6 autres, 6 mois pour l'un d'entre eux et 6 mois de travaux forcés avec sursis pour 8 autres; les 6 restants étant acquittés.

Juste après ce verdict, les syndicalistes ont chargé leurs avocats de déposer un pourvoi en cassation. Il faut rappeler ici que la Cour de sûreté de l'Etat, créée en 1967 en tant qu'instrument de répression coiffant toutes les autres instances judiciaires et ne s'occupant que des affaires d'ordre politique, ne permet qu'un seul recours de pourvoi en cassation.

Et c'est ainsi que le jeudi 2 novembre 1978, la Chambre spéciale de cassation de la Cour de sûreté de l'Etat a rejeté ce pourvoi. Les dirigeants de l'UGTT purgent donc pour l'instant leur peine à la prison civile de Tunis.

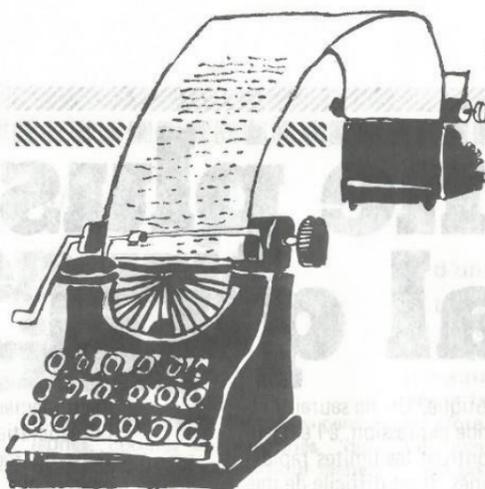
Contrairement aux analyses d'une certaine frange de la presse occidentale qui ont fait ressortir la modération de ce verdict, nous estimons que les condamnations qui ont frappé les dirigeants syndicalistes demeurent sévères et surtout injustes. Toutes les appréciations des travailleurs et responsables régionaux de l'UGTT convergent dans ce sens comme l'ont souligné les syndicats des médecins de Tunis, de la Fédération des banques et des assurances, et de l'enseignement secondaire, qui sont restés fidèles à l'ancienne direction de la centrale syndicale.

Car enfin, la référence à la peine de mort demandée par le procureur de la République à l'encontre des 30 syndicalistes accusés de "mettre Tunis à feu et à sang", pour reprendre la formule employée cyniquement par le gouvernement tunisien, ne constitue nullement un facteur valable permettant de qualifier le verdict de modéré. A notre sens, l'appréciation correcte du verdict ne peut se dégager que de la vérification de la véracité des accusations qui pèsent sur l'UGTT et de la légitimité des actions de ses dirigeants. Sur ce plan, tous les faits ont démontré qu'il n'y a aucune preuve sérieuse pour étayer les accusations du pouvoir destourien, que les dossiers ont été tout simplement préfabriqués, que certains aveux ont été soutirés sous la torture et que cette parodie de justice camoufle mal un règlement de compte d'ordre politique entre le clan dur du gouvernement et les responsables de la centrale syndicale. Toute la presse internationale, aussi bien celle de droite que de gauche fut unanime dans sa critique à l'égard du régime tunisien et notamment concernant l'absence de démocratie dans les domaines syndical et politique. Tous les observateurs étrangers ont dénoncé l'usage de la torture et les irrégularités flagrantes des procès.

Habib Achour et ses camarades ont cité les vrais responsables des émeutes des 26 et 27 janvier 1978, à savoir Mohamed Sayah, directeur de l'unique parti au pouvoir (PSD), Dhaoui Hannablia, ministre de l'intérieur, Mohamed Jomaa, ministre des Affaires sociales, Abdelaziz Tabka, responsable de la police et Tijani Abid, actuel secrétaire général de l'UGTT. Les accusés ont demandé à maintes reprises une confrontation avec ces personnalités. Mais la Cour de sûreté de l'Etat a tout simplement ignoré cette requête.

Et qui a tiré sur les manifestants grévistes ? La police ? L'armée ? Qui leur a donné l'ordre ? Où sont les preuves matérielles du complot ? La Cour de sûreté de l'Etat a pris soin de ne pas élucider ces problèmes et a évité de répondre à ces questions essentielles. (...)

(extraits d'informations communiquées par Ahmed Fechtoul)



« Débats pratiques »

Nous publions aujourd'hui une lettre de démission du GAS (Genève), groupe fort actif devant les entreprises de Suisse romande, quelques semaines après en avoir reçu une copie qui circulait dans les milieux de la gauche syndicale genevoise. Nos lecteurs familiarisés avec les pratiques et les prises de positions obscurantistes de Drapeau Rouge ne seront peut-être pas étonnés. Néanmoins, cette lettre est précise, rappelle des faits, et, à ce titre apporte une contribution importante au débat sur les voies de la reconstitution d'un mouvement syndical sur des positions de classe en Suisse. En outre, jusqu'à cette heure, Lutte Ouvrière ne l'a pas publiée.

Nous n'avons jamais ménagé nos critiques aux Comités ou Groupes d'Action Syndicale (CAS-GAS) nés ces dernières années autour de la diffusion du journal "Lutte Ouvrière" en Suisse romande. Nos critiques ne portaient pas d'une prétendue "concurrence intergroupusculaire", comme on nous l'a quelquefois reproché, mais du point de vue que ces "organes de masse" n'étaient en fait que des courroies de transmission du courant maoïste Rupture pour le Communisme, devenu par la suite l'OC Le Drapeau Rouge; à ce titre, les CAS-GAS s'appuyaient sur les mêmes erreurs d'analyse que commettait et commet cette organisation politique dont la fidélité aux divers tournants de la bureaucratie chinoise avait semblé longtemps pouvoir se dissimuler derrière un populisme mystificateur. Corollairement, les CAS-GAS, prétendant vouloir contribuer au renouveau d'un syndicalisme de classe, interdisaient par leurs pratiques antidémocratiques, leur refus systématique du débat politique et du droit de tendance dans les syndicats et les organisations politiques, tout travail en commun productif avec d'autres courants, la LMR en particulier.

Aujourd'hui, les larges extraits de la "Lettre de démission du Groupe d'Action Syndicale" genevois que nous publions, confirment entièrement, a posteriori, toutes nos critiques à l'égard de ces regroupements. Nous nous doutions bien que la politique de l'OC LDR ne pouvait pas passer "comme une lettre à la poste" dans les CAS-GAS. Il se confirme que l'opposition timide qui existait dans le GAS genevois n'a jamais eu aucun droit de tendance, qu'elle n'a eu aucun moyen démocratique de "corriger" la ligne du GAS. Ces militants démissionnent donc.

Nous sommes en accord avec leur critique, surtout en ce qui concerne l'initiative 40 heures POCH-PSA-LMR et le Manifeste 77. Mais nous nous posons des questions quant à leurs choix futurs. Car si la critique est pertinente, on ne trouve guère dans cette lettre matière à fournir une politique alternative. Il n'y est pas question du droit de tendance, pas question de la nécessité de se battre dans les syndicats pour construire une tendance unitaire lutte de classe, ni non

plus de la nécessité d'inscrire à l'ordre du jour l'unification syndicale (syndicats chrétiens/USS) avec garantie du droit de tendance. Mais le débat avec ces camarades ne fait que s'ouvrir.

FG

sion de 350 000 postes de travail en 4 ans, seulement quelques milliers de travailleurs ont riposté. Il a refusé d'admettre que, sauf pour Sarcem, toutes ses luttes n'ont pas atteint, à moyen terme, l'objectif qu'elles se fixaient : NON aux licenciements.



photo la brèche

Dans un premier temps, le GAS refusait le grève des typos genevois (77)

Camarades,

Par cette lettre nous donnons nos démissions du GAS.

Nous avons engagé nos forces dans le GAS, certains d'entre nous depuis son origine, d'autres plus tard, car nous étions convaincus qu'à Genève, après les échecs des différents CUT, GTM, GTB et d'autres, il était nécessaire de reconstruire un organisme de masse des travailleurs. Face aux différentes formes de collaboration de classe, il était clair pour nous que le rôle du GAS était de développer un travail syndical de classe. La plateforme que le GAS s'est donnée à son origine semblait garantir son autonomie et poser des bases de travail claires.

Et puis, nous avons vu des divergences se creuser, des erreurs se multiplier, jusqu'au jour où nous avons constaté que le GAS ne répondait plus à nos exigences, ni à celles d'autres travailleurs qui y adhéraient ni, surtout, aux nécessités de la lutte syndicale de classe à Genève. (...)

1) Le GAS produit une analyse erronée de la situation suisse.

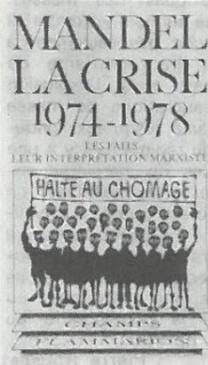
Dès ses premières interventions publiques le GAS a affiché un triomphalisme démesuré et fondé sur des illusions. Les quelques grèves défensives menées par des travailleurs menacés dans leur emploi (Sarcem, Matisa, Dubied, etc.) ont été immédiatement interprétées comme le signe indéniable de renaissance d'un mouvement gréviste. Le GAS a systématiquement surévalué l'importance de ces grèves. Il a refusé de voir que face à la suppres-

La renaissance du mouvement gréviste et l'enthousiasme qu'elle a suscité dans les masses des travailleurs n'ont malheureusement eu lieu que dans la tête de ceux qui écrivent les tracts du GAS et les articles de Lutte Ouvrière (...).

Cette appréciation erronée de la réalité découle d'une vision de la classe ouvrière de Suisse particulière au GAS.

Pour le GAS, les ouvriers de Suisse des années 70 sont toujours aussi révoltés, prêts à se battre contre les patrons, prêts à s'engager dans la lutte (en particulier la lutte syndicale) de classe que les ouvriers allemands ou anglais du siècle passé. Pour le GAS la Suisse n'est pas le pays le plus riche du monde, près d'un siècle d'impérialisme n'a pas de conséquences sur les conditions de vie et de travail des ouvriers et ceux-ci, affirme le GAS, continuent de vivre dans la misère. Ainsi on peut lire, par exemple, dans le supplément au no 13 de Lutte Ouvrière que : "les travailleurs de la métallurgie ne peuvent tolérer que leurs intérêts soient pareillement bafoués, au moment où l'attaque capitaliste se renforce (Firestone, Technicair, etc.) plongeant des milliers d'entre eux dans la misère, le chômage, jetant nos acquis salariaux et syndicaux à la poubelle." Alors, ou bien les mots n'ont plus de sens ou bien on refuse de voir la réalité. Car le niveau de vie moyen des ouvriers en Suisse, avec leurs voitures, télévisions, appareils ménagers, etc. est loin de cet état d'extrême pauvreté qui s'appelle misère et qui est situation courante dans le Tiers Monde.

Mais pourquoi la classe ouvrière de Suisse, qui d'après le GAS vit dans des conditions misérables, n'est-elle pas plus combative, pourquoi n'est-elle pas massivement réceptive à la propagande sur le syndicalisme de classe ? C'est évident : c'est parce qu'elle est trompée par une



La récession généralisée de l'économie capitaliste internationale 1974-1975 et la reprise maussade et non cumulative qui lui a succédé, sont-elles dues au renchérissement du prix du pétrole ? Ne sont-elles qu'un accident de parcours de la longue marche expansive d'après-guerre de l'économie capitaliste ? Sont-elles le prix payé pour une inflation prolongée ? Ou s'agit-il d'une crise classique de surproduction capitaliste qui s'insère dans un retournement de la tendance expansive vers une tendance dépressive à long terme, provoquée par une baisse à long terme du taux de profit ? En se prononçant en faveur de cette dernière explication, marxiste, de la crise, l'auteur s'efforce de combiner constamment l'exposé détaillé des faits et l'analyse théorique de leur enchaînement.

En vente dans nos librairies "La Taupé", fr. 7,10 - 224 pages.

faussés, absurdes»

Lettre de démission fracassante au Groupe d'Action Syndicale

"Mince couche d'aristocrates ouvriers" dont la ligne de collaboration de classe est dominante dans les syndicats. Voici pointer l'analyse manichéiste que le GAS fait des syndicats : d'un côté les méchants, les dirigeants syndicaux vendus à la bourgeoisie qui trompent les ouvriers, de l'autre les bons, les naïfs, les ouvriers qui se font tromper par les bonzes syndicaux (souligné par nous). Un point c'est tout. A aucun moment on cherche à savoir pourquoi cette tromperie est possible (souligné par nous). Contrairement à la position du GAS, nous pensons que le désengagement, le manque de combativité de la classe ouvrière, la longue période de paix du travail, trouvent leur raison dans la situation économique et sociale de la Suisse de l'après-guerre : grand développement économique, salaires relativement élevés par rapport aux autres pays, utilisation de la main-d'œuvre étrangère, statut politique des travailleurs étrangers, etc. C'est dans cette situation, qui fait du prolétaire suisse un privilégié par rapport à ses camarades de la plupart des autres pays, que prennent racine l'idéologie et la politique de collaboration de classe développée entre autres, par les directions syndicales.

2) Le GAS néglige le travail d'organisation des travailleurs. (...)

Le manque de discussion préparée, approfondie et commune sur la situation dans les entreprises a empêché le contrôle collectif du travail de chacun, a empêché l'échange d'expériences, et donc, l'enseignement réciproque, et a créé une situation dans laquelle chacun dans son travail quotidien, est livré à soi-même. Les risques d'erreurs ont ainsi été multipliés.

Les discussions sur le travail concret à développer à Genève ont concerné presque exclusivement la préparation des interventions dans la FTMH, en particulier dans les assemblées des délégués. (...)

— Si dans le GAS, le débat concernant l'organisation des travailleurs dans les entreprises et les syndicats a ainsi été négligé, il y a eu, par contre, surabondance de discussions sur des thèmes plus généraux. Rappelons-nous par exemple, le nombre incroyable d'heures de discussion sur l'initiative en faveur des 40 heures, sur le Manifeste 77, sur le développement de Lutte Ouvrière au niveau romand, sur la construction d'un organisme de masse des travailleurs au niveau suisse, etc. Avec ça nous ne voulons pas dire que ces discussions n'ont rien à voir avec l'activité du GAS. Au contraire. Mais nous réaffirmons qu'elles ne peuvent se mener correctement qu'en lien étroit et concret avec celles concernant l'organisation de la lutte dans les entreprises. Rappelons-nous aussi la faible participation à ces discussions. D'ailleurs plus que de discussion il faudrait parler de séances de matraquage où les mêmes arguments étaient répétés inlassablement par quelques camarades jusqu'à l'épuisement de l'ensemble des présents... !

3) Quelques positions et attitudes erronées du GAS.

Le manque d'analyse correcte de la situation de classe en Suisse et le mépris objectif pour l'organisation concrète de la lutte ne pouvaient qu'amener le GAS à une série de prises de positions et d'attitudes incompatibles avec le syndicalisme de classe (souligné par nous). Nous en rappelons ici quelques-unes.

— Sur l'initiative en faveur des 40 heures.

A la veille de la votation du 5 décembre 1976 sur les 40 heures, le GAS, dans sa propagande, appelait les travailleurs à s'abstenir. Les arguments invoqués pour avancer ce mot d'ordre étaient : de toute façon l'initiative ne passera pas et sur-

tout, l'initiative "détourne une partie de la classe ouvrière de la lutte décisive pour les salaires et contre les licenciements et favorise ainsi grandement les manoeuvres de division de l'USS". En réalité, la campagne pour l'abstention menée par le GAS a été surtout un prétexte pour attaquer les organisations politiques qui portaient en avant l'initiative.

Mais ce mot d'ordre ne pouvait être (et n'a pas été) compris par les travailleurs pour qui la diminution du temps de travail reste une revendication essentielle, indépendamment des structures légales dans lesquelles elle est posée.

Les arguments que nous avons développés à l'époque au sein du GAS et que nous estimons toujours justes, étaient pour l'essentiel les suivants : il est vrai que l'initiative n'émane pas directement des travailleurs, il est vrai aussi qu'elle a peu de chance de passer. Mais elle existe, elle cristallise, qu'on le veuille ou non le débat politique en Suisse en ce moment, elle pose un problème qui touche directement tous les travailleurs et il est nécessaire de faire converger le maximum de OUI sur l'initiative (souligné par nous). En effet, un large refus serait interprété par la bourgeoisie comme le feu vert à une aggravation des conditions de travail. D'autre part, le vote sur une initiative n'étant pas une lutte de longue haleine, mais la simple expression d'une opinion, nous affirmions que voter OUI ne pouvait en aucun cas détourner les travailleurs de "la lutte décisive sur le salaire et l'emploi" (souligné par nous).

— La grève des typos à Genève.

Le GAS ne rassemble aucun travailleur de cette branche, et il ne possède presque aucun élément d'enquête sur les entreprises et le syndicat. Malgré cela il intervient avec une lettre auprès des militants combattifs de la typographie pour que ceux-ci repoussent la proposition de grève. Cette intervention du GAS était inspirée par les camarades du CAS-Lausanne, qui faisaient une évaluation erronée de la situation. Selon cette évaluation, les typos de Genève, visaient des objectifs qu'ils prétendaient négocier au niveau local et que, de ce fait, ils n'avaient aucune chance d'obtenir. Or la réalité fut tout autre : les typos de Genève votèrent la grève en lui donnant une perspective nationale et dans le but de faire pression sur les négociations au niveau suisse. Devant cette réalité le GAS a alors dû appuyer la grève.

Si les typos avaient suivi les mots d'ordre du GAS il n'y aurait pas eu de grève à Genève, ni de débrayage à Lausanne, et, sans doute, les 40 heures n'auraient pas été inscrites dans la nouvelle convention collective.

Ce qui est implicite dans la position du GAS c'est que tout mouvement de lutte qui se déclenche en dehors de lui est suspect parce qu'il ne s'inspire pas des "principes du syndicalisme de classe", que seuls les GAS et CAS savent défendre et appliquer (souligné par nous).

Il est pourtant à remarquer que depuis lors la grève des typos est citée par le GAS comme un exemple de lutte. Mais à aucun moment il n'y a eu de la part du GAS une autocritique des positions défendues. Les camarades qui avaient porté en avant et imposé la position contre le déclenchement de la grève se contentent de dire que c'est l'intervention du GAS qui a permis d'orienter la lutte dans la bonne direction ! Remarquons enfin qu'à l'occasion de la récente convention nationale de la métallurgie, le GAS n'a pas attendu que la situation soit plus favorable dans le reste de la Suisse et qu'il n'a pas craint de "diviser" les travailleurs en avançant le mot d'or-

dre de grève dans la métallurgie genevoise ! Etait-ce dû au fait que cette fois c'étaient les militants du GAS qui faisaient des propositions de lutte ?

— Les groupes du syndicalisme de classe face au Manifeste 77.

Les prises de position des groupes du syndicalisme de classe à propos du Manifeste 77 sont parues dans Lutte Ouvrière.

Le premier article est paru dans L.O. no 6. Remarquons que cet article, qui donne le ton pour les suivants a été rédigé par le comité de rédaction du journal avant que le débat dans les différents groupes ait abouti. Ainsi l'ensemble des militants s'est, en quelque sorte trouvé devant un fait accompli (souligné par nous). (...)

Les auteurs décrivent de manière détaillée, citations à l'appui, les tournants successifs de "Lutte Ouvrière" face au Manifeste 77 (voir aussi la brèche no 175-76, 4. 2. 78, page 5, 180-81, 8. 4. 78, page 4).

Ce qui est très grave, c'est que les groupes du syndicalisme de classe ne se sont pas coupés seulement des promoteurs, mais aussi de l'ensemble des travailleurs syndiqués combattifs qui — autour du Manifeste — s'étaient rassemblés. En particulier, tout cela a contribué à renforcer l'isolement des camarades du GAS dans les entreprises et dans la FTMH genevoise.

— La diffusion de la propagande du GAS.

Pour diffuser sa presse (tracts et journal) le GAS a constitué un cercle de diffusion composé de sympathisants non-ouvriers et qui ne participait pas au travail des comités de base. Le cercle dépend directement du Comité Permanent. Or, le Comité Permanent a toujours utilisé les militants du cercle sans chercher à établir une discussion politique avec eux concernant le travail du GAS (souligné par nous).



Le GAS : avec les maoïstes ou... démissionner (ici : Kou Mou, vice-premier ministre de Biéne).

Ceci a provoqué plusieurs frictions dans les rapports entre le cercle de diffusion et le GAS. Pour débloquer la situation une dizaine de diffuseurs ont écrit au GAS une lettre qui posait des revendications précises. En voici les passages les plus importants, et qui expliquent bien la nature du problème :

"Nous sommes entrés au cercle de diffusion sur la base d'une plateforme qui, entre autres, dit : "... que chaque journal a un contenu politique précis et que chaque camarade qui vend le journal doit être à même de pouvoir expliquer les articles dans leur grande ligne". "qu'une réunion du cercle aura lieu chaque fois qu'un journal nouveau sortira, réunion pendant laquelle sera expliqué le contenu".

Or nous constatons que depuis l'existence du cercle de diffusion, la plateforme n'est pas appliquée (souligné par nous). En effet, les réunions du cercle se sont limitées jusqu'à aujourd'hui à l'exécution de tâches techniques sans qu'aucune discussion sur le contenu du journal n'ait eu lieu (sauf pour les 40 heures, mais sans que nous ayons pu la préparer). Nous avons déjà à plusieurs reprises fait ces critiques oralement. Cependant elles n'ont pas été prises en considération et nous recevions toujours des réponses d'ordre technique (délai d'impression).

Pour nous, au contraire, il s'agit d'un problème politique qui est sans cesse camouflé derrière des problèmes techniques.

En effet, le GAS entretient des rapports de simple utilisation avec le cercle de diffusion et refuse de se donner les moyens pour que la diffusion du journal se fasse avec l'accord réel de son contenu politique, seule condition pour que nous soyons à même d'expliquer correctement les articles en cas de discussions avec les travailleurs" (souligné par nous). (...)

Après cette lettre, une discussion a eu lieu. Certaines contre-propositions ont été faites par le GAS, comme par exemple d'établir un lien direct entre les camarades du GAS travaillant dans une entreprise et le diffuseur chargé de la même entreprise. Mais dans les faits, la situation n'a pas changé : les diffuseurs ont continué à être utilisés comme des vendeurs de savonnettes.

Conclusion : six diffuseurs viennent de quitter le cercle, ce que quelques autres avaient déjà fait auparavant.

4) Les erreurs du GAS sont principalement les erreurs de l'OCLDR.

Ce n'est un secret pour personne, le GAS est dirigé et dominé par des militants de l'Organisation Communiste Le Drapeau Rouge qui y sont présents de façon majoritaire (souligné par nous). De même sont dominés par l'OCLDR les autres groupes qui participent à la publication de L.O., et le Comité de rédaction lui-même.

Tous les débats importants (sur les 40 h., sur le Manifeste, sur le développement du journal, etc.) ont été faussés (souligné par nous). D'un côté il y avait les militants de l'OCLDR, porteurs d'une position tranchée, élaborée dans leur organisation et reproduisant dans le GAS les préoccupations sectaires de celle-ci. De l'autre, des camarades qui essayaient de discuter des différents problèmes en partant de leurs préoccupations concrètes de développer la lutte syndicale de classe à Genève. Dans ces débats, le rôle des militants de l'OCLDR était de démolir les arguments développés par

déplacé l'essentiel des problèmes vers l'organisation au niveau romand et national (journal romand, conférence des comités permanents, perspectives d'unification nationale, etc.) ne peut que découler des ambitions que l'OCLDR cultive en tant que groupuscule politique : création à court terme d'une organisation nationale en vue d'accomplir à brève échéance sa tâche essentielle : la création du parti communiste suisse.

Tout cela se fait contre une partie des travailleurs du GAS et au détriment d'un travail d'organisation sérieux et continu des travailleurs combattifs de Genève (souligné par nous).

Mais pour l'OCLDR le fait d'être majoritaire numériquement n'est pas suffisant. Pour contrôler pleinement le fonctionnement du GAS, il faut encore dominer largement son organe de direction, le Comité Permanent. Pour y arriver, les pratiques les plus absurdes ne sont pas refusées (souligné par nous). Ainsi par exemple, à la création du comité de base bâtiment, en craignant l'émergence de militants incontrôlables par elle, l'OCLDR introduit dans ce comité un enseignant du Cycle d'Orientation, donc quelqu'un on ne peut plus coupé des travailleurs du bâtiment et du syndicat, pour en faire le délégué du comité du bâtiment au Comité Permanent !

Au-delà de ces mesquines magouilles, quelques années de travail dans le GAS nous permettent d'affirmer que les militants de l'OCLDR se comportent comme si, sur chaque problème, ils détenaient d'emblée la vérité (souligné par nous). Cette assurance leur vient sûrement du fait qu'ils pensent détenir le monopole du marxisme-léninisme en Suisse. Leur position sur tel ou tel point de discussion important est toujours préétablie, elle est déjà cristallisée avant que l'ensemble des travailleurs se soient exprimés. Elle n'est donc pas la synthèse, la centralisation des problèmes, des aspirations qu'expriment les travailleurs. Elle ne peut être que le point de vue que quelques dirigeants leur ont appris (souligné par nous).

De ce fait, et puisque nous l'avons vu, les militants de l'OCLDR sont majoritaires, le GAS n'a aucune autonomie (souligné par nous). Ce n'est pas un organisme où les travailleurs combattifs construisent à travers succès et erreurs leur ligne, mais un groupe complètement manipulé par l'OCLDR et dans lequel, à moyen terme, on ne peut rester que si on est militant ou sympathisant de cette organisation (souligné par nous). D'ailleurs, camarades de l'OCLDR qui lisez cette lettre, faites la liste de ceux qui restent et de ceux qui sont partis, et vous pourrez aisément vérifier que cette affirmation correspond à la réalité.

Avant l'OCLDR d'autres groupuscules politiques ont commis des erreurs de la même nature dans des organismes de travailleurs. Aujourd'hui c'est l'OCLDR qui par sa pratique dégoûte les travailleurs combattifs et provoque leur départ du GAS. Ainsi, au lieu de construire l'organisation des travailleurs, elle produit leur désorganisation et sape la construction d'un réel courant de lutte syndicale de classe (souligné par nous). Avant nous, une quinzaine de travailleurs a quitté le GAS Genève. Et il ne s'agit pas de "révisionnistes modernes", mais de travailleurs combattifs lucides, qui se sont battus et qui continuent de se battre et qui ont cherché, mais n'ont pas trouvé, dans le GAS, le lieu où mieux s'organiser pour lutter contre la classe qui les exploite (souligné par nous).

Voilà, nous arrivons au terme de cette longue lettre. Nous ne reviendrons pas au GAS pour en discuter car tout ce que nous écrivons ici nous l'avons déjà dit, inutilement, dans nos réunions. Nous vous demandons de diffuser ce texte à tous les militants du GAS de Genève et de le publier dans Lutte Ouvrière, car nous pensons que les problèmes qu'il pose concernent tous les militants.

Nous sommes prêts à discuter du contenu de cette lettre avec les camarades qui s'y intéressent. (...)

Bernard C., Gabriele C., Jacques F., Jacques M., Jean-Marie A., Michel B. Genève, le 20 octobre 1978

Drogue et politique

Ouverture du débat
sur la crise sociale



Pour tout ce qui a trait à la toxicomanie, la bourgeoisie agit avec un tel arbitraire et entretient tant de mythes et de fausses vérités, qu'il est très important de préciser tout d'abord le contenu des termes que nous utilisons. La toxicomanie est en effet une habitude médicamenteuse, plus ou moins nocive pour l'individu, mais relevant avant tout d'un certain comportement social, et non d'une maladie. Qu'elle porte sur des médicaments psychotropes, l'alcool, le tabac, ou sur des substances hallucinogènes ou hypnotiques, n'y change rien. Les toxicomanies les plus répandues sont aussi les plus nocives, puisque le tabac et l'alcool sont connus pour favoriser l'apparition de cancers lorsqu'ils sont consommés en grande quantité pendant longtemps. Quant aux spécialités pharmaceutiques psychotropes (antidépresseurs, anxiolytiques, somnifères, etc.), leur toxicité est souvent assez importante. Or la loi considère ces toxicomanies comme légales, alors que celles portant sur des substances beaucoup moins nocives et moins utilisées, (dérivés du chanvre, LSD, morphine) sont considérées comme criminelles. Les autorités justifient cet état de fait par deux arguments : le premier c'est que certaines drogues — les opiacés — provoqueraient des dépendances physiques, réduisant à néant la volonté de l'individu et faisant ainsi de lui un être socialement irresponsable et dangereux; le deuxième c'est que la consommation de drogues "douces" (entendez "qui ne provoquent pas de dépendance") mènerait presque irrésistiblement à la consommation de drogues "dures" ("qui provoquent une dépendance"), justifiant la criminalisation de toutes les substances hypnotiques.

Aucun de ces arguments ne tient debout ¹⁾, mais l'important est dans leurs conséquences : en taxant tout toxicomane illégal de "malade mental", la société se donne une justification soi-disant scientifique pour réprimer des individus ou des couches de la population refusant de se soumettre à son ordre social. Tout comportement ne se pliant pas aux valeurs du Travail, de la Famille, de

l'Autorité, est considéré comme une maladie mentale, puisque dans la société bourgeoise toute déviance relève du pathologique, de l'a-normal. Lorsqu'elles prétendent guérir des "malades mentaux", les institutions répriment en fait des comportements questionnant et mettant en péril les valeurs traditionnelles, ancrées dans la tête des individus, et qui forment les amarres idéologiques de la société capitaliste.



Culture du pavot dans le "triangle d'or" : les paysans victimes malgré tout de la pauvreté...

L'enjeu politique

L'arbitraire apparent de la législation sur la toxicomanie est à mettre en relation avec des considérations politiques pas du tout arbitraires qui animent le pouvoir. Quand la bourgeoisie américaine réprimait d'un côté la consommation d'opium par la population chinoise des Etats-Unis, ou bien les tribus indiennes qui s'adonnaient au culte du peyotl (hallucinogène), alors que de l'autre elle introduisait massivement l'alcoolisme au sein de ces populations, elle cherchait, avec des arguments qui s'opposaient diamétralement, à briser les droits politiques et économiques de certaines

minorités nationales. Aujourd'hui, c'est la même chose. La plus grande concentration mondiale de toxicomanes illégaux se trouve à Harlem, le quartier noir de New York. La jeunesse est en Europe la principale consommatrice de drogues illégales. La criminalisation de la drogue vise donc des groupes sociaux considérés par le pouvoir comme dangereux, car ils ne répondent pas (ou plus) aux institutions de socialisa-

maine perpétuellement soumise à de nombreuses et délirantes tentations. Le thème est bien connu, si bien que la majorité de la population consomme des drogues légales avec le consentement — si ce n'est l'incitation — du pouvoir. Car pour les capitalistes le critère est simple : un individu qui continue à produire et à consommer est normal (ou guéri) : il est un rouage non défectueux — lire non déviant — de la reproduction du système.

La toxicomanie du fric

Il n'y a pas que des considérations politiques qui sous-tendent les interventions de l'Etat. Les capitalistes tirent en effet de fabuleux profits du trafic de la drogue. Il n'y a qu'à songer à l'importance qu'ont acquise dans le fonctionnement économique des pays industrialisés et semi-coloniaux-producteurs, des produits tels que les médicaments psychotropes, le tabac, l'alcool, l'opium. Les principaux bénéficiaires de ce marché se baladent dans les hautes sphères du pouvoir capitaliste ²⁾ et sont intouchables. Il est donc parfaitement illusoire de prétendre mettre un terme à la toxicomanie en réprimant les consommateurs et les petits trafiquants.

Cet argument n'est cependant pas fortuit. Il permet précisément de dépolitiser le problème de la drogue. Pour les autorités — et de nombreux partis réformistes — le problème de la toxicomanie se réduit à la consommation de drogues illégales par des malades mentaux approvisionnés par des commerçants peu scrupuleux. L'objectif est de convaincre la population qu'il ne s'agit pas d'un problème politique, mais d'un problème ne concernant que quelques individus, isolés et malades par-dessus le marché. L'Etat masque ainsi la véritable nature de son intervention : la sauvegarde des institutions bourgeoises — et en particulier la famille — ainsi que les conditions socio-économiques nécessaires à la reproduction du capital. En créant des hôpitaux — généraux ou psychiatriques —, des centres psycho-sociaux dans les quartiers, des centres d'accueil pour toxicos, etc., le pouvoir développe une infrastructure institutionnelle qui prend la relève de certaines fonctions répressives normatives que la famille ou l'usine n'arrivent plus à assumer. La bourgeoisie se comporte avec les autres déviants : elle les garde à vue ou les enferme, les isolant les uns des autres et du reste de la population afin que le problème qu'ils posent ne soit pas perçu pour ce qu'il est : une remise en question des mécanismes intimes de fonctionnement de la société bourgeoise.

Quelle solution ?

Il est incontestable que la consommation de certaines drogues illégales exprime le désir de vivre au-delà des limites du refoulement imposé par l'éducation et le capitalisme quotidien. Il n'en est pourtant pas moins vrai que la consommation de certaines drogues illégales — les opiacés en particulier — est dans de nombreux cas l'expression d'un désarroi psychologique qui n'aboutit pas à une recherche et un dépassement, mais à un abandon passif et à des cercles vicieux mentaux se traduisant par une souffrance intense lorsque l'effet de la drogue s'en va. Il ne s'agit pas d'un jugement moral et nous savons que les toxicos qui se rendent à l'institution n'y vont pas

spontanément, mais parce qu'ils y sont contraints par leur isolement, le ghetto social où leur illégalité chronique les mène, ou bien à cause de la répression directe, sans aucun droit de recours. La société n'a en effet rien d'autre à leur proposer que la normalisation, qui est précisément à l'origine de leur toxicomanie.

Toute ambiguïté à ce sujet de la part d'organisations du mouvement ouvrier en dit long sur leur véritable nature. La lutte contre l'oppression bourgeoise passe par la dénonciation de la répression touchant toute forme de comportement, qu'il soit directement ou indirectement politique. Nous devons donc exiger la **décriminalisation de toutes les formes de toxicomanies**, et son corollaire, **l'abolition de toute forme d'internement arbitraire**, qui permet à la société d'interner quiconque, sans son consentement, après l'avoir dépouillé de tous ses droits politiques, sous prétexte de "maladie mentale". Toute solution répressive et normative ne peut qu'aller dans le sens des intérêts du pouvoir bourgeois et il faut être clair à ce sujet : il n'existe actuellement pas d'autre solution pour la grande majorité des toxicomanes aux drogues illégales qui veulent "s'en sortir" que de sombrer dans une toxicomanie aux drogues légales, s'ils ne voient pas à un certain moment qu'il existe des perspectives de briser les structures oppressives qui sont à l'origine de leur souffrance. Non seulement dans la perspective future du socialisme ³⁾, mais également dans la possibilité immédiate de trouver des formes collectives d'organisation ou de vie, atténuant l'atomisation des individus face au pouvoir et ses institutions.

On peut supposer que les formes d'organisation que se donnera la jeunesse révolutionnaire et sa capacité à intervenir sur l'ensemble des aspects de la crise sociale apparaîtront comme un pôle d'attraction pour ces couches de la jeunesse désorientées par la façon dont elles vivent la décomposition lente du capitalisme, car s'il existe une solution, ces premiers éléments se trouvent au-delà de la révolution socialiste.

F. Denfert, 12. 11. 1978

1) Lire à ce sujet T. S. Szasz, "Les rituels de la drogue", Payot, 1976.
2) Voir, Alain Jaubert, "D... comme Drogue", Livre de Poche, et "Qui shoote qui ?", Editions d'en bas, 1977.
3) Le fond de l'article peut être étendu à l'ensemble des Etats ouvriers bureaucratés qui s'appuient sur des institutions répressives hypertrophiées, au lieu d'organiser leur dépérissement dans le cadre de la démocratie des conseils ouvriers.

Grottes : depuis 1913 (suite)

(suite de la page 7)

qu'elle a déboursé 6 millions de deniers publics pour des études... qui ont été abandonnées depuis ! Et dans la même conférence de presse, la municipalité affirme sans gêne que la Ville a déboursé 25 millions pour des rachats depuis 1931.

Le tout pour conclure que "la philosophie" des années soixante qui prônait l'expansion à tout prix a fait place à un autre point de vue : celui de conserver le charme de Genève d'autrefois ! En fait de philosophie, ce sont plutôt les coûts monstrueux de la construction qui ont fait abandonner les projets pour lesquels des millions d'impôts avaient été investis !

Le Conseil municipal divisé

Voilà bien la preuve que le rachat de terrains par la Ville n'est encore nullement une garantie d'une politique urbaine en faveur des habitants. Et c'est bien le piège où s'est laissé enfermer la gauche. Son attentisme, sa critique des occupants sont le reflet de la confiance qu'elle a accordée pendant des années aux commissions, fondations et administrations pour développer l'urbanisme genevois. De même d'ailleurs aujourd'hui, elle appuie sans réserve l'étude des projets de rénovation en Ville qui, demain, auront préparé à bon marché, avec les impôts des citoyens, les études nécessaires pour offrir aux promoteurs un marché intéressant.

Les occupations tant décriées sont venues rompre cette logique. Au Conseil municipal, PS et PdT ont proposé une motion exigeant la suppression des mesures policières contre les occupants, une politique d'information, la mise en route des rénovations et la garantie de baux aux habitants et occupants. Cette motion a été refusée de justesse, par 33 voix contre 32 (avec une abstention d'un élu PdT !)

Les occupations ont donc modifié les rapports de forces, au Parlement local, bien plus que des années de travaux parlementaires...

Quelles rénovations ?

Le débat sur la rénovation des Grottes est donc nettement engagé. Mais la formule reste ambiguë. Car mise à part la philosophie sur la "Genève du temps jadis", des questions très précises se posent : quelles rénovations, à quel prix, quels seront les nouveaux loyers, etc. ? Le bilan de décennies de "gestion urbaine" de la Ville laisse déjà entrevoir où peuvent conduire ces "rénovations". D'une part, en bon promoteur privé, la Ville voudra rentabiliser les millions investis... à attendre, en reportant le coût sur les futurs locataires. D'autre part, en bon "défenseur de l'industrie genevoise", elle soumettra ces travaux à des entreprises privées qui n'attendent que ce marché pour se faire des gros sous. La Ville (le plus gros propriétaire immobilier de Genève !) ne peut donc offrir aucune garantie. Les occupants ont montré que seule l'intervention directe des habitants, leur contrôle sur les terrains publics peut permettre d'empêcher ces manoeuvres de propriétaires. La première revendication est donc clairement celle d'un contrôle direct des habitants sur ces rénovations, la mise à disposition de toutes les études, projets, soumissions, etc... Quant au prix, il est évident que les futurs habitants des Grottes n'ont pas à faire les frais de la gestion scandaleuse de ce quartier depuis 1931 ! Tous les frais d'achats de terrain et d'études inutiles doivent donc être exclus dans le calcul des nouveaux baux et seules les rénovations effectuées prises en compte. Enfin, comme dans plusieurs immeubles de la Ville, les loyers ne doivent pas dépasser 15 o/o du salaire.

rivière, 4. 12. 78



Le 17. 11., les flics vident les occupants et détruisent les installations sanitaires (Interfoto).

Pour un parti révolutionnaire en Iran

La révolution iranienne est à l'ordre du jour. Il est d'autant plus urgent que le combat actuel des travailleurs iraniens se traduise par la formation de syndicats de classe, et parallèlement, que les révolutionnaires se dotent d'un parti qui, par son programme et son implantation, parvienne à indiquer les solutions politiques qui mènent, au-delà du renversement de la dictature Pahlavi, au renversement du capitalisme lui-même. C'est dans ce sens que les deux organisations iraniennes qui se réclament de la IV^e Internationale ont décidé d'entamer un processus de fusion. L'article ci-dessous est signé par Javad Sadegh (ligue Satar) et Azar Tabari (groupe iranien sympathisant de la IV^e Internationale au Moyen-Orient et en Europe). La future section comptera plusieurs centaines de militants. Notre appui militant leur est garanti!

Avec le développement à venir du soulèvement révolutionnaire en Iran, c'est l'entière responsabilité du Programme de transition, dans son expression concrète par rapport à la réalité iranienne, qui sera à l'ordre du jour. Le travail préparatoire des trotskystes iraniens a déjà permis de créer les bases politiques pour la construction d'un puissant parti ouvrier, la section iranienne de la IV^e Internationale.



Les revendications immédiates du prolétariat se sont rapidement combinées avec les revendications démocratiques et transitoires. A plusieurs occasions, les ouvriers grévistes ont décidé des quotas de production, c'est ainsi que les grévistes des raffineries ont décidé de limiter la production aux quantités nécessaires par les besoins domestiques de la population iranienne. Cette tendance vers le contrôle ouvrier s'est accompagnée à plusieurs reprises de la revendication de l'ouverture des livres de compte.

Un syndicat indépendant

Pour mener à bien leur combat et faire jouer tout leur poids social les travailleurs ont besoin de disposer de leur propre syndicat. L'organisation d'une centrale syndicale centralisée à l'échelle nationale, indépendante et démocratique est l'un des défis que le prolétariat iranien devra relever dans les semaines et les mois qui viennent.

Les revendications économiques immédiates se sont d'ores et déjà combinées avec des revendications politiques telles que l'abrogation de la loi martiale et la libération des prisonniers politiques. Le prolétariat s'est joint aux manifestations sous le mot d'ordre massivement repris de "Mort au shah". Cela pose la question du régime. Tandis que la bourgeoisie et la petite bourgeoisie s'emploient à mettre en oeuvre leurs propres solutions, le prolétariat doit mettre en avant la solution qui est la sienne et qui correspond aux intérêts de la majorité.

Une assemblée constituante et le renversement de la monarchie

Au contraire des points de vue bourgeois et impérialistes, une politique prolétarienne doit prendre en charge et défendre les aspirations démocratiques des masses. Cela inclut l'appel à une assemblée constituante librement élue pour déterminer la forme de gouvernement

qui remplacera le régime assassin du shah.

L'appel à une assemblée constituante doit être lié au renversement de la monarchie, à l'arrachement de la domination impérialiste, à l'émancipation de la paysannerie, au rétablissement des droits à l'autodétermination des nationalités opprimées, à la libération de la femme. Aucun gouvernement bourgeois ne sera désireux ou capable d'accomplir des

tâches démocratiques aussi élémentaires.

Pour une République ouvrière et paysanne

Face au régime bourgeois, une politique prolétarienne appellera à la constitution d'une République ouvrière et paysanne. Ce n'est qu'à travers d'un tel régime que les masses sortiront de l'impasse actuelle que leur impose l'impérialisme et le shah et pourront aborder la transformation socialiste. Le rythme rapide des développements révolutionnaires en Iran peut conduire à la création de formes élevées d'organes de lutte de classes, comités d'action et organismes de type soviétique ou "anjomans" (du nom des assemblées qui virent le jour lors de la révolution constitutionnelle au début du XX^e siècle).

Les tendances à l'auto-administration sont d'ores et déjà apparues dans des villes comme Amol, Sanadaj et Abriz, ou pendant quelques temps, c'est la population qui a pris en main le contrôle de ces villes. A Amol et Sanadaj, des embryons de milices populaires ont été alors constitués. Les traditions des deux précédentes révolutions iraniennes peuvent jouer un rôle d'exemplarité pour la reconstitution d'organes révolutionnaires de double pouvoir et leurs organismes armés de masse.

Construire le parti révolutionnaire

A l'heure actuelle, le mot d'ordre d'assemblée constituante est l'axe central de l'agitation et de la propagande des révolutionnaires. La carence centrale dans l'actuelle situation pré-révolutionnaire est précisément l'absence d'un parti prolétarien de type bolchévique capable d'organiser et de diriger la classe ouvrière et ses alliés vers le renversement du shah, la prise du pouvoir et la révolution socialiste.

Le combat pour forger la section de la IV^e Internationale dans l'Etat iranien est le but que se sont fixé les trotskystes iraniens.

J. S., A. T.

J. Ziegler et l'impasse africaine

Une quinzaine d'années après la décolonisation, l'Afrique présente le visage d'un continent morcelé, où la plupart des Etats ne sont souvent que de simples laquais sanglants de l'impérialisme. A l'heure des bilans et des perspectives, Jean Ziegler apporte une contribution qui esquisse malheureusement une série de problèmes essentiels et dont l'originalité tient plus à la forme qu'au fond de l'exposé... Cette forme que Tout Va Bien (Roger de Weiss in no 2) voit "construite comme une symphonie, somptueusement". Mais oui!

Le lecteur désireux de trouver dans l'ouvrage de Ziegler une présentation claire et argumentée de la stratégie et de la tactique du mouvement révolutionnaire en Afrique, sera déçu, au risque d'être taxé de piètre mélomane... Malgré les affirmations préalables de l'auteur, ce thème n'est abordé qu'incidemment, par la bande. Les divers chapitres du livre — traitant tour à tour de la théorie de la nation, des écrits et déclarations de N'Krumah, Lumumba et Nasser, de la conscience de classe nationale, des épisodes de la lutte du mouvement noir en Afrique du Sud, de la bataille culturelle du PAIGC en Guinée-Bissau, etc. — constituent un amalgame apparemment confus et fortuit. Une cohérence politique sous-tend cependant ces différents développements; avant d'en parler, examinons d'abord les altérations principales qui la nourrissent.

* L'analyse de l'impérialisme est simple, sinon simpliste : il n'aurait jamais été aussi puissant, capable de transformer ses rares défaites en autant de renforcements de sa domination. Les crises qu'il connaît ne seraient pas structurelles, mais lui permettraient de mieux s'adapter à une situation nouvelle. Ce "monstre froid" semble presque, par nature, être invincible.

* En contrepartie, la force qui s'oppose en Afrique à l'impérialisme, la nation en formation selon Ziegler, se trouve parée de vertus passablement mythiques. Son unité, sa cohésion, ne sont jamais mises en cause, mais constamment tenues pour données, une fois les rivalités ethniques dépassées.

Une conclusion découle "naturellement" de ce genre d'axiomes : vu la force de l'impérialisme et le caractère national des mouvements qui se dressent contre lui, la révolution socialiste n'est pas à l'ordre du jour; elle n'est tout au plus qu'un projet. Dans la période actuelle, il s'agit, selon l'expression d'Allende reprise par Ziegler, de livrer une "seconde guerre d'indépendance". Pour cela il faut réaliser en positif ce que l'impérialisme produit négativement : l'unité du peuple dominé. En d'autres termes, conquête de l'indépendance nationale et des libertés démocratiques à partir d'un rassemblement populaire interclassiste, puis, selon la situation, marche plus ou moins lente au socialisme. Grâce au petit tour de passe-passe évoqué plus haut, cette stratégie n'est jamais avancée comme un choix politique, mais bien comme le simple produit du déroulement objectif des événements. Cette position commode permet, par avance, de ne pas se préoccuper de questions du genre : pourquoi faut-il appliquer, durant la "seconde guerre d'indépendance", la même stratégie que durant la première, alors

que son échec est visible, puisqu'un deuxième assaut est nécessaire?

Vouloir éviter le débat à ce propos est particulièrement irresponsable, d'une irresponsabilité à la limite du cynisme. A preuve, l'éloge funèbre adressé par Ziegler à l'UP chilienne : "L'Unité populaire a été détruite, Allende et des milliers de ses camarades ont été assassinés. Mais le temps d'un éclair, la lumière de la conscience d'identité, de la conscience pour soi a embrasé l'horizon de l'histoire" (p. 282). Peu intéressés par ce type de réconfort moral, tentons plutôt de préciser où se situent les divergences.

a) La permanence de la domination impérialiste en Afrique n'est, à nos yeux, nullement synonyme de toute-puissance et de développement harmonieux. Cette domination s'est maintenue à travers des modifications, voire des ruptures, souvent brutales. La décolonisation, ce n'est pas uniquement un passage, économiquement nécessaire, au néocolonialisme; c'est aussi une crise de la domination coloniale. En ce sens, la décolonisation est essentiellement une défaite du mouvement nationaliste africain, qui, appliquant une stratégie analogue à celle que propose Ziegler, s'est révélé incapable de libérer le continent de l'emprise impérialiste. Mais cette issue n'était aucunement inscrite au préalable dans une quelconque loi historique : la transformation de la révolution coloniale en révolution socialiste était possible. On comprendra aisément qu'elle le soit encore aujourd'hui, le prolétariat africain ayant vu son poids social s'accroître et la faillite des directions actuelles devenant de jour en jour plus évidente. Prendre argument de l'existence de nombreux régimes militaires dictatoriaux pour démontrer la force de l'impérialisme, c'est prendre leur capacité répressive pour une stabilité socio-politique. L'armée n'est que le dernier recours, qui, à moyen terme, ne résoudra pas la crise profonde des pays néocoloniaux, cela d'autant plus que la base sociale de ces régimes est extrêmement réduite.

b) Si la domination impérialiste possède incontestablement des effets unificateurs, il est faux d'en déduire l'existence — du reste, historiquement problématique — d'un peuple dominé homogène opposé à une poignée de bourgeois fantoches. L'impérialisme ne fait pas que détruire les sociétés pré-capitalistes, il introduit également une nouvelle stratification sociale. Le peuple dominé unifié n'existe que comme rassemblement politique de différentes classes et couches sociales. Dès lors, les questions (soigneusement évitées par l'auteur) de leur alliance, de la direction et du programme de ce rassemblement se posent. A cet égard, les tâches qu'un mouvement de libération

doit remplir, selon Ziegler, sont révélatrices : tout ce qui pourrait renforcer la position de classe des travailleurs urbains et ruraux, développer leur auto-organisation, est relégué au troisième plan. Ce qui est bien la meilleure méthode pour laisser la bourgeoisie ou la petite-bourgeoisie prendre la tête du mouvement et en éliminer les aspects anti-capitalistes.

c) Car c'est là que gît le lièvre : l'évolution historique de ces 15 dernières années confirme qu'il n'y a d'indépendance et de libération nationales réelles que lorsque le mouvement de libération est capable de rompre avec le système capitaliste mondial. Ce qui implique que le prolétariat en prenne politiquement la direction. Toute hésitation à ce propos se paie très cher, comme le montrent les exemples du Ghana, de la Guinée ou de l'Algérie, où les fractions petite-bourgeoises de gauche, nationalistes radicales, échouèrent aussi bien dans la conquête d'une indépendance matérielle que dans la construction du socialisme. A moins de spéculer sur une paralysie soudaine et prolongée de l'impérialisme, la voie de la révolution ne passe pas en Afrique d'abord par la mise en place d'un Etat démocratique bourgeois puis, si tout va bien, par le développement futur d'un Etat ouvrier. Au contraire, il s'agit de combiner ce qui en Europe occidentale constitua deux phases historiques successives. Loin de nier l'importance des revendications démocratiques bourgeoises (indépendance nationale, réforme agraire, etc.), nous affirmons que seule la révolution socialiste sera capable de les mener à chef. Pour deux raisons : d'une part parce que les bourgeoisies "nationales" sont trop faibles pour les réaliser, d'autre part parce que la seule réplique aux mesures contre-révolutionnaires de l'impérialisme (blocus économique, refus des crédits financiers, etc.) réside dans l'attaque résolue au capital et à la propriété privée. La sauvegarde de l'acquis démocratique passe par la transcendance de la lutte de libération nationale en révolution socialiste comme l'a brillamment démontré l'exemple cubain. En outre, la résistance du jeune Etat ouvrier ne peut durer — à moins de graves déformations — sans extension internationale de la révolution, en Afrique moins qu'ailleurs, vu le caractère artificiel des Etats créés par l'impérialisme. Ce développement, ne pouvant résulter du seul déroulement objectif, devra être recherché dès le départ par les mouvements de libération.

On le voit, nos propositions stratégiques s'opposent radicalement à celles de Ziegler, non sans raison : notre combat est résolument orienté vers la révolution socialiste internationale. Celui du conseiller national socialiste demeure dans le cadre traditionnel du réformisme. Ses effets oratoires et ses astuces rhétoriques n'y changent rien.

Pt

Jean ZIEGLER, Main basse sur l'Afrique, Paris, Ed. du Seuil, 1978, Coll. "Combats", 290 pages. En vente aux Librairies La Taupe, 8 bis rue de la Tour, 1 004 Lausanne, 22 rue St-Léger, 1 204 Genève.

Pour la première fois depuis 50 ans :

La Ruhr en grève

Le 28 novembre au matin, 40 000 ouvriers sidérurgistes de la Ruhr sont entrés en grève. Événement considérable à plus d'un titre. Et du sort de cette grève dépend une bonne partie de la capacité du mouvement ouvrier allemand à s'opposer efficacement à une nouvelle flambée de chômage, dans un pays qui compte déjà plus d'un million de chômeurs. Cette grève est officielle : l'IG-Metall (le plus gros syndicat européen) assure les arrières financières des grévistes. Les patrons ont d'ailleurs répondu immédiatement par un lock-out massif, étendu même à des entreprises non entrées en grève, afin de faire peser sur le syndicat une pression financière encore plus forte.

La dureté des patrons s'explique pour deux raisons : leur hostilité absolue à la revendication des 35 heures, même à une réduction progressive, et le fait que la grève de la sidérurgie menace à court terme de mettre au chômage technique la construction automobile, dont l'approvisionnement en tôles de carrosseries serait mis en question.

Soumise à une aussi forte pression, du côté patronal comme du côté gouvernemental, la direction de l'IG-Metall, qui a dû inscrire contre son gré la revendication des 35 heures par semaine au centre de cette lutte, risque très probablement de déclarer forfait. A l'heure où nous mettons sous presse, elle semble freiner l'extension de la grève, extension qui serait pourtant la seule façon de riposter au lock-out patronal. La partie est difficile. Mais rien n'est encore joué, et la combativité des métallurgistes allemands constitue dans ces circonstances le principal facteur de surprise.

La cinquième grande grève de l'année

Les sidérurgistes de la Ruhr entrent en lutte au terme d'une année qui a connu un renouveau de combativité du prolétariat allemand : grève des dockers à Hambourg, celle des imprimeurs allemands, des métallurgistes du Bade-Wurtemberg, des ouvriers de la construction de Berlin-Ouest, pour ne citer que les plus importantes.

Les sidérurgistes réagissent à une offensive particulièrement violente des "barons de l'acier" : de 1975 à l'été 1978, 41 000 places de travail ont été supprimées dans les hauts-fourneaux ouest-allemands; quant à l'industrie de l'acier, elle a subi une diminution de 120 000 postes depuis 1961. On comprend dès lors ce qui a amené

135 342 sidérurgistes de la Ruhr à se prononcer pour la grève, alors même que les "barons" concédaient au syndicat 3 0/0 d'augmentation de salaire et 6 semaines de vacances. Auparavant, sous la pression de la base, la commission tarifaire de l'IG-Metall avait refusé ce compromis, bien au-dessous des revendications des sidérurgistes : 5 0/0 d'augmentation et, au lieu d'un allongement des vacances, l'introduction "progressive" de la semaine de 35 heures, exprimant en cela le souci essentiel des travailleurs, celui de lutter contre le chômage en exigeant la répartition du travail disponible entre tous. Dans la Ruhr, les 35 heures signifieraient l'engagement d'une nouvelle équipe pour le travail continu, ce qui réduirait le caractère extrêmement pénible de ce travail tout en augmentant le nombre des postes.

direction syndicale ne crée pas les conditions d'un appui massif aux grévistes sous la forme de manifestations, de débrayages, ou, à la limite, d'une grève illimitée de tous les travailleurs de la métallurgie et des autres industries. Pourtant, formellement, ce ne serait pas impossible, puisque la centrale syndicale allemande, le DGB, a inscrit au cours de son congrès — et en dépit des dirigeants ! — la revendication des 35 heures. Le Spiegel (4. 12. 78) note à ce sujet : "La détermination avec laquelle les fonctionnaires (syndicaux) promeuvent les 35 heures est chose nouvelle. Il y a encore un an ce but n'était pas du tout populaire — du moins à la tête de l'IG-Metall". Et de rappeler qu'en septembre 1977 ces dirigeants avaient refusé l'inscription des 35 heures dans le catalogue revendicatif. Aujourd'hui, le ton est différent :

bonne voie. Les dirigeants se chargeront en effet d'interpréter une éventuelle concession patronale sur la réduction du temps de travail (actuellement de 40 heures, mais avec une partie en travail de nuit) comme une "étape" vers les 35 heures. Or, plus la réduction de la durée du travail est étalée dans le temps, plus elle laisse loisir au patronat de "compenser" cette réduction de l'horaire par des augmentations de cadence, de productivité, etc., réduisant à néant son effet "créateur de places de travail". La seule façon de déjouer cette manoeuvre consiste à conquérir le contrôle ouvrier sur les cadences et l'embauche — mesures qui équivalent à une contestation du pouvoir patronal absolu dans les entreprises et que les bureaucrates syndicaux ne voient pas, bien sûr, d'un bon oeil !

Dans leur hebdomadaire, Was

nalisation sans indemnités de l'industrie sidérurgique, afin que les nombreuses subventions ne finissent pas dans la poche des "boss", mais reviennent effectivement aux sidérurgistes."

L'organisation de la lutte : les lacunes

Cette grève a été précédée par de gigantesques manifestations dans toute la Ruhr. Elle fut décidée lors d'une consultation à laquelle participèrent 95 0/0 des travailleurs. Mais les "vérifications démocratiques" s'arrêtent à peu près là. La direction syndicale refuse de répondre au lock-out patronal par un appel à l'occupation des hauts-fourneaux, elle refuse aussi de rendre compte des futures négociations devant les assemblées de travailleurs. De telles lacunes portent en elles le risque d'une démobilitation, voire d'une démoralisation dont les conséquences pourraient être fatales à la combativité d'autres secteurs au cas où cette grève décisive se terminerait par un résultat peu substantiel. Was Tun estime en effet que cette grève se situe à un moment-charnière pour le sort de la classe ouvrière allemande : c'est la première tentative de s'opposer par la grève au front uni des patrons allemands, résolument opposés à franchir la barrière inférieure des 40 heures; c'est la première grève officielle du syndicat dans ce secteur depuis 50 ans...; première tentative syndicale également de s'opposer aux licenciements massifs dans une branche structurellement en crise; enfin, cette grève éclate dans un des secteurs où l'intégration de l'appareil syndical a été poussée le plus loin, à travers le système de la cogestion (participation); une victoire dans la Ruhr ouvrirait donc la voie à des confrontations victorieuses sur la durée du travail dans d'autres branches.

Les travailleurs allemands reviennent de loin...

En 1928, la dernière grève officielle des syndicats dans la Ruhr avait également vu les barons de l'acier (Krupp, Thyssen, etc.) recourir à l'arme du lock-out. Les socialistes avaient sacrifié cette grève à leur participation à une coalition gouvernementale, et la démoralisation qui en découlait fut une des premières dans la série d'échecs et de trahisons des directions socialistes et communistes qui ouvrirent la porte du pouvoir à Hitler.

Les 40 heures avaient été conquises au cours de la révolution de 1918; elles furent grignotées petit à petit, et complètement remises en cause par le nazisme. En 1954, les travailleurs de la Ruhr travaillaient encore 56 heures par semaine !

Aujourd'hui, l'ampleur des licenciements passés et futurs indique la faillite sans retour de la politique de cogestion, et donc de "partenaires sociaux" qui lui est liée. Cette grève, si elle est victorieuse, peut lui porter un coup fatal. En Suisse même, il n'est pas exclu que des conséquences s'en fassent sentir...

6. 12. 78, F. Gonseth



Plusieurs dizaines de milliers aux manifestations de l'IG-Metall (ici Bochum)

La "revendication du siècle"

Comme en Suisse pour les 40 heures, la bureaucratie syndicale allemande est loin de s'engager dans un combat efficace pour les 35 heures immédiatement (avec pour corollaire : sans diminution de salaire, sans augmentation des cadences). N'expliquant ni ces corollaires indispensables pour que la réduction du temps de travail serve réellement à combattre le chômage, ni la validité de cette revendication pour la totalité des travailleurs de tous les secteurs, la

"Cette gigantesque tâche doit être entreprise à temps. Une fois que nous aurons deux ou trois millions de chômeurs, nous n'aurons plus la force de lutter pour imposer cette revendication du siècle", estime encore le dirigeant hambourgeois de l'IG-Metall Wolfgang Engelmann (Spiegel, id).

Tenue par une base combative à faire le tournant vers cette revendication ouvrière fondamentale pour faire face à la crise, il reste cependant encore pas mal de possibilités à la bureaucratie de freiner un train parti sur une aussi

Tun, les marxistes révolutionnaires ouest-allemands soulignent les obstacles que cette lutte a à surmonter : "Le compromis que la direction est prête à accepter met en danger le succès de cette orientation (vers les 35 heures) (...). Il faut revenir au sens premier de cette revendication : seule la réduction massive de la durée du travail sans diminution de salaire et non pas l'introduction progressive des 35 heures fera de celle-ci un remède aux licenciements et obligera à réembaucher. (...) Au-delà, il s'agira de réclamer la natio-